LE MONDE LIBERTAIRE

# LE MONDE LIBERTAIRE

2€ ISSN 0026-9433

N°1577

du 17 au 23 décembre 2009

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

*« Il n'est pas souhaitable de cultiver le même respect pour la loi et pour le bien. »*

Henry David Thoreau

M 02137 - 1577 - F: 2,00 €

# Sommaire


**Syndicalistes** dans la brume, par J.-P. Germain, *page 5*

Playdoyer pour la révolte des **mal-logés,** par G. Goutte, *page 5*

**Brèves** de luttes, *page 6*

**Made in Breizh** démystifié, par l'instit' de Quimperlé, *page 7*

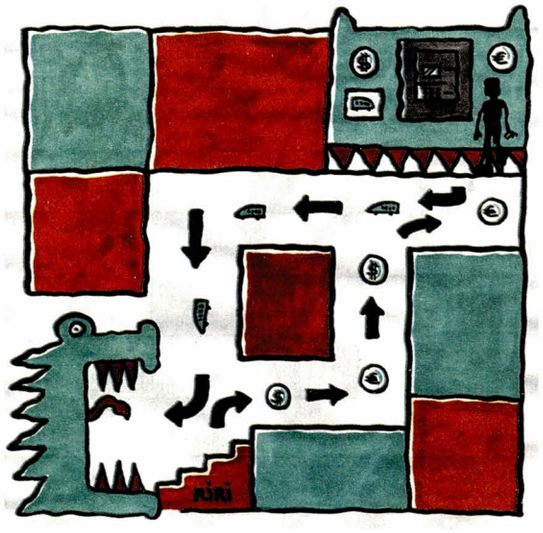
**Camus,** P. Sommermeyer rend justice à Michel Onfray, *page 10*

P. Pelletier démonte **l'hypocrisie écologique** des capitalistes, *page 11*

L'impossible **réinsertion,** par B. Baudouin, *page 14*

S. Dr. Matrius et les actrices du **transport,** *page 15*

Chaud, chaud Venezuela, relations internationales, *page 16*




H. Hurst nous fait le **grand écran,** *page 18*

M. Topé nous livre son **cinéma,** *page 19*

Le dernier né d'**Éric Mie,** par Paco, *page 20*

**Poésie** de Michel, *page 20*

**Alternatives alimentaires,** groupe du Gard-Vaucluse, *page 21*

**Radio libertaire,** *page 22*

**L'agenda** militant et culturel, *page 23*


## Bulletin d'abonnement

| Tarifs (Hors-série inclus) | France et DOM-TOM | Étranger |
|---|---|---|
| 3 mois, 13 nos | ○ 20 € | ○ 27 € |
| 6 mois, 25 nos | ○ 38 € | ○ 46 € |
| 1 an, 45 nos | ○ 61 € | ○ 77 € |

**Abonnement de soutien**
**1 an, 45 nos** ○ **76 €**

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine . Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). (BIC : CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____


Rédaction et administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08 – Fax : 01 49 29 98 59

Directeur de publication : Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)

Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP.


Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.

# Editorial

Le patronat des transports (routiers) a été gratifié de 100 millions d'euros de réduction sur la taxe carbone. Pourtant avec les organisations syndicales, ça n'a pas été mirobolant. Cadeau de Noël de l'Élysée (ou saint Nicolas ?). Une fois encore le patronat se voit soulagé d'une partie des salaires indirects.

C'est la période des fêtes et pouvoirs publics, sans oublier les alliés divers, mettent le frein sur les salaires. Et la consommation de fin d'année, y pensent-ils ? Ils auraient tort de ne pas continuer compte tenu de la mollesse et de la dispersion des mobilisations syndicales.

Les médias (mise sur orbite des Verts toutes tendances oblige) étaient orientés vers le Danemark, à Copenhague. Mais patatras, changement de décor, paraîtrait que sur la reprise économique mondiale, de nouvelles menaces pèsent. D'autre part, on nous dit que jusqu'à 40 % de l'alimentation disponible est gaspillée par les pays dits développés. De quoi bien préparer les « fêtes » de fin d'année avec la surbouffe dans nos contrées privilégiées.

Sur un autre registre, Paris s'aligne sur Londres au sujet des bonus. « Sus aux bonus » peut titrer l'ex-quotidien de la rue de Lorraine (Paris 19e). Ça veut dire une taxation exceptionnelle de 50 % des primes des traders. Les banquiers, chacun son tour pour celles et ceux qui croient à la puissance de l'urne, vont se sentir trahis par le jogger fou. Diable, ça va vitupérer dans les chaumières aisées !

Question cadeau de Noël ou de ce que l'on voudra, c'est bien le défroqué/félon Besson qui en a fait un à l'extrême droite avec le thème de l'identité nationale. Nommé par les médias le « serviteur sans vergogne de son maître et de ses ambitions », Éric Besson serait-il devenu le chef-d'œuvre accompli de l'ouverture à gauche ? Il semblerait même que les bien-pensants de la droite s'en méfient. Le « fourbe du roi » est, d'ailleurs, une bonne trouvaille !

Le débat présidentiel, conçu pour mordre au compte de l'UMP sur l'électorat de l'extrême droite, aurait-il des leçons pratiques ? Les files d'attente pour les piqûres pour la grippe A doivent-elles être contrôlées avec le critère national ? Les infirmières et infirmiers réquisitionnés auront une réponse.

La nôtre sera, dans tous les points de lutte du mouvement social, de contribuer à apporter des réponses. Pour les anarchistes, il s'agit de parvenir à une pratique stratégique qui soit pertinente et globale. Pour un autre futur.

# Palestine

## De l'art de planter des nouveaux clous dans le cercueil de la paix

**Alen Somiador**

**Vous pensez que** les criminels de guerre ne possèdent pas le sens de l'humour ? Vous vous trompez. Un an après la sanguinaire opération « Plomb durci » qui ravagea la bande de Gaza et martyrisa ses habitants, les dirigeants de l'État hébreu ont décidé de se payer la tête du monde entier. La farce tragique qu'ils jouent en ce moment s'intitule : Israël propose un gel de dix mois des colonies. Leur pièce se divise en plusieurs tableaux, mais à ce jour tous ses actes ne sont pas encore connus. Toutefois, probablement pour ne pas gâcher le matériel de construction déjà commandé, le « gel » en question prévoit les exceptions suivantes :

Jérusalem ne sera pas concernée, puisque le Premier ministre Benyamin Netanyahou a déclaré qu'« aucune restriction ne sera appliquée dans notre capitale souveraine » ;

le gouvernement poursuivra la construction de synagogues, d'écoles, de jardins d'enfants et de bâtiments publics ;

la construction des quelque 3 000 logements et unités d'habitation déjà en route ne sera pas interrompue.

La duplicité étant une des caractéristiques des grands de ce monde, l'administration Obama a confirmé que « les États-Unis n'acceptent pas la légitimité de la colonisation ». Mieux encore, la secrétaire d'État Hillary Clinton a surenchéri en affirmant que la reprise des négociations devrait aboutir à « un État palestinien indépendant et viable, fondé sur les lignes de 1967 ». Ne voulant pas être en reste, le mardi 8 décembre, à l'issue d'une pénible semaine de négociations, l'Union européenne a appelé à faire de Jérusalem « la future capitale de deux États ». En somme, pour ne pas déroger à ses habitudes, la fausse montagne qu'est l'UE a accouché d'une souris. Mais c'était encore trop pour l'ambassadeur de France Christophe Bigot puisque, le 3 décembre, il formulait les deux réserves de Paris : « D'abord, la déclaration devrait prendre en compte la décision positive [*sic* !] de B. Netanyahou d'un gel partiel des constructions des colonies. [...] En deuxième lieu, nous devrions promouvoir la relance de processus de paix. Ce devrait être les deux points qui devraient figurer dans la déclaration. » En résumé, comme le dit sans détours Alain Gresh du *Monde diplomatique*, Paris est favorable à une reprise des négociations sans conditions préalables, c'est-à-dire

sans aucune chance d'aboutir, puisque le gouvernement israélien refuse de reconnaître les principes définis par les Nations unies, selon lequel l'occupation doit se terminer sur tous les territoires occupés en juin 1967, y compris Jérusalem-Est.

Ce à quoi nous rajoutons ce qui suit, le nanisme politique de l'UE n'est plus à démontrer, la veulerie de la diplomatie française encore moins.

L'Autorité palestinienne exerce ses maigres pouvoirs sur environ 40 % des territoires décidés par les accords d'Oslo, étant entendu que les forces armées israéliennes continuent à contrôler ses frontières terrestres, maritimes et son espace aérien. En sus, la Cisjordanie est éventrée par un mur qui atteindra prochainement 731 km de long. Cet entrelacs de blocs de béton et de barbelés sépare entièrement Jérusalem du reste de la Cisjordanie et isole *de facto* les 200 000 Palestiniens de Jérusalem-Est du reste de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. Concrètement, le non-retour aux frontières de 1967, conjugué à la construction du mur, correspond à l'annexion de près de 78 % de la superficie totale de la Cisjordanie, sans accès au Jourdain ou à la mer Morte. Par bonds ou grignotages successifs – mais toujours par le glaive –, les frontières d'un hypothétique État palestinien ont reculé de près de 43 % depuis le plan de partage de 1947 à 10 % aujourd'hui. Les négociations ou pseudo-négociations dont on nous rebat les oreilles depuis des années visent tout bonnement à acclimater l'idée, surtout dans l'esprit des Palestiniens, qu'au mieux, ils devront se contenter de 22 % des terres où ils vivent depuis des temps ancestraux.

Depuis Oslo et la mise en place de l'Autorité palestinienne, ladite Autorité exerce un monopole sur les négociations économiques avec Israël sur la perception des taxes diverses (notamment les droits de douane et les aides internationales). Mais la viabilité de ce non-modèle économique est en trompe-l'œil en ce qu'elle est entièrement subordonnée au bon vouloir des vrais maîtres des lieux. L'Autorité palestinienne a mis en place un appareil d'État (sans État !) pléthorique (jusqu'à 180 000 membres en 2007), ce qui lui a permis de jouer un rôle central dans l'économie palestinienne en devenant le premier employeur dans les territoires palestiniens. Notons ceci : la moitié de ses salariés fait partie des différentes forces de sécurité, 1/3 du budget est consacré au développement des services sociaux (santé, éducation), enfin, le soutien au développement économique est soumis à la portion congrue.

Précisons que le monopole de l'Autorité palestinienne sur les droits de douane (plusieurs centaines de millions de dollars par an), sur l'aide internationale et sur l'importation de 27 marchandises (ciment, essence, tabac, etc.) génère un vaste réseau de clientélisme et de corruption.

La systématisation du bouclage après le soulèvement de septembre 2000 a eu pour conséquence un affaissement du PIB (-35 % entre 2000 et 2005). La production agricole a chuté (en valeur absolue) de plus de 25 % entre 1999 et 2007. Quant à la production industrielle, elle a dégringolé de plus de 20 %.

La situation économique et sociale des territoires est désastreuse. Leur avenir politique s'est encore plus assombri depuis le début du mois de décembre.

La Knesset (Parlement d'Israël), soutenue dans son initiative par le gouvernement, a adopté un texte qui a pour nom « loi sur la continuité ». En substance, ce texte stipule qu'une majorité spéciale de 80 députés (sur 120) sera habilitée à autoriser l'évacuation de Jérusalem-Est (la partie arabe de la ville) ainsi que le plateau du Golan en cas de conclusion de paix avec l'Autorité palestinienne ou avec la Syrie. Mais il oblige également le gouvernement à organiser un référendum populaire avant de procéder à la restitution des territoires annexés.

Les espoirs portant sur la création d'un État palestinien viable et d'un règlement négocié avec la Syrie à propos du Golan étaient extrêmement ténus, cette nouvelle loi leur portera un coup fatal. N'en soyez pas étonnés. Barack Obama, dernier prix Nobel de la paix, marche de plus en plus dans les pas de son prédécesseur à la Maison Blanche. Certes, il ne fulmine pas après l'axe du mal (formule désignant la Corée du Nord, l'Iran, l'Irak chez Bush), mais c'est tout comme. Quel est aujourd'hui le pays que la stratégie impériale des États-Unis diabolise tout particulièrement sur fond de mélodie composée pour les F16 ? C'est l'Iran. Cette stratégie revient à accorder une place prééminente à Israël pour amener à résipiscence les pays suspectés de complaisance envers le pays des mollahs.

Citons le *Washington Post* du 26 novembre 2009 : « La Chine a été avertie qu'Israël considère le programme nucléaire iranien comme un "problème existentiel, et que les pays qui ont un problème existentiel n'écoutent pas les autres nations". Selon un haut responsable gouvernemental, les conséquences sont claires : Israël pourrait bombarder l'Iran, provoquant une crise dans la région du golfe Persique et entraînant inévitablement des problèmes sur le pétrole dont la Chine a besoin pour alimenter son irrésistible essor économique. » Au fil de l'histoire, les États-Unis ont constamment soutenu et instrumentalisé Israël et réciproquement. Grâce à cette alliance indéfectible, les États-Unis disposent d'un allié de choc au Proche-Orient. En contrepartie, Israël jouit d'un feu vert permanent pour mener à terme ses projets coloniaux. Quant aux Palestiniens, leur faute est inexpiable. Pensez donc, ces hommes et ces femmes ont l'extravagante prétention de vouloir vivre dignement et paisiblement sur la terre où ils sont nés.

A. S.

# Brouillard syndical

**Quel est le plus** important dans le triste Landerneau syndical français de cette fin d'année 2009 ? Le congrès de la CGT ou les affrontements autour de la représentativité contestée d'un délégué syndical SUD à l'entreprise SFR ? [1]

Pour la boutique syndicale de la porte de Montreuil à Paris, le seul couac important, pour l'extérieur, semble avoir été l'annulation de la réception de Chérèque (patron de la CFDT) au congrès nantais. Maigre victoire pour l'opposition interne à la « cefe » de la CGT [2]. Tout cela n'avait pas beaucoup de poids face aux déclarations précongrès qui circulaient dans les magazines même pas people. L'étrange idylle que vivent le chef de l'État et le secrétaire général du premier syndicat de France a de quoi se faire retourner dans leur tombe les « réformistes » de la CGT de l'entre-deux-guerres. Ces militants avaient un programme qui ne tenait pas compte de l'aquarium. Certes, ils n'attendaient plus le Grand soir et leur conception de l'autonomie ouvrière était *a minima*, mais ça avait un autre goût que l'actuelle bouillie pour les chats. Quand Keufer, secrétaire de la Fédération française des travailleurs du livre, allait voir le gouvernement d'alors, c'était pour imposer ses vues. Ce n'était pas la révolution, mais des conditions de travail, des salaires. Demandez aux camarades de La Poste, de France Télécom, de la SNCF, ce qu'ils et elles en pensent ! La cerise sur le gâteau étant la déclaration d'un conseiller du locataire de l'Élysée : « Sarkozy et Thibault ont canalisé le mécontentement. Ils ont éteint les feux de concert. » En d'autres temps, on a appelé ça l'Union sacrée et ça a « toléré » la Première Guerre mondiale… On en n'est pas là, mais l'identité nationale peut mener à tout.

Les cheminots des fédérations CGT, CFDT auraient fait reculer la direction de la SNCF et obtenu plus de 850 postes. Dans la foulée, ils ont levé leur préavis de grève vendredi dernier. Soit, mais quid de SUD-Rail qui ne compte pas pour du beurre ? Sûr qu'il y a dû y avoir un lézard quelque part… Bon solstice d'hiver quand même.

**Jean-Pierre Germain**

1. On rappellera que la direction de SFR (vous savez bien, les joujoux de la communication du XXIe siècle) récuse un représentant syndical SUD sous prétexte que dans les statuts de l'organisation syndicale, il y est fait référence au socialisme autogestionnaire. Cela serait en contradiction avec la République française qui respecte la notion de propriété. À la Libération, on demandait seulement aux organisations syndicales de ne pas avoir collaboré. Les temps changent et le Code du travail fout le camp ; quant au reste…

2. Jean-Pierre Delaunay, candidat au poste de secrétaire général au 49e congrès confédéral, représenterait l'avenir de la CGT, voire l'opposition à la ligne confédérale. Le moins qu'on puisse dire, c'est que les avis sont partagés.

# À la cloche de bois

**Vous l'aurez sans doute ressenti** – du moins remarqué – le froid s'est abattu sur Paris (et dans beaucoup d'autres endroits…), nous faisant ressortir manteaux, gants, écharpes, bonnets et allumer nos radiateurs pour vivre au chaud.

Malheureusement, il n'en est pas ainsi pour tout le monde. Combien dorment encore ce soir dans la rue, recroquevillés sous une couverture trouée, soufflant un peu de chaleur corporelle sur leurs mains dans l'espoir (bien mince) de se réchauffer ? Combien, encore – déjà écrasés par le poids financier de leur loyer – ne peuvent se permettre de mettre en route un radiateur ? Ces odieuses réalités font ressurgir un problème essentiel et vital, celui de l'accès au logement.

Au risque de paraître simplet ou niais, un toit décent et chauffé (ou climatisé en fonction du climat) ne devrait-il pas être un acquis gratuit pour chacun ? La possession individuelle d'un logement décent à soi, garantissant une intimité indispensable à l'épanouissement de l'individu et une protection contre les caprices du climat ou des humains, est un droit inaliénable, qu'on ne devrait pouvoir ni refuser ni retirer à personne.

Et pourtant, aujourd'hui en France, selon l'Insee, plus de 86 000 personnes vivent sans domicile fixe (dont plus de 15 000 sont constamment dans la rue, l'hiver compris) alors que, ne serait-ce que sur Paris, plus de 100 000 logements demeurent vides et inoccupés, chiffre auquel on peut aussi ajouter plusieurs milliers de km² de bureaux inutilisés. Toujours selon l'Insee, 200 000 personnes seraient hébergées dans des habitats précaires et temporaires (à l'hôtel, chez des proches, en habitat de fortune) et 2 millions dans des « logements dépourvus du confort sanitaire de base ». L'hiver dernier (2008-2009), selon Emmaüs, 269 « sans-domiciles » sont morts de froids en France. Combien encore vont-ils mourir cette année ?

Pour dénoncer concrètement et efficacement cet état de fait, l'hiver est une période propice, la trêve hivernale (qui s'étend du 1er novembre au 15 mars) interdisant aux propriétaires d'expulser qui que ce soit d'un logement. C'est donc le bon moment pour que les personnes sans-domiciles occupent les logements vacants et/ou s'installent dans n'importe quels bâtiments inutilisés ou laissés à l'abandon. Quant à nous, chanceux locataires, organisons-nous pour ne plus payer nos loyers. Pour ceux qui n'ont tout simplement pas les moyens de financer leur toit, attendez la fin de la trêve hivernale sans rien donner et déménagez à la cloche de bois, furtivement et sans prévenir le proprio.

Montrons ainsi à l'État et aux propriétaires que le droit au logement individuel n'est pas discutable mais bel et bien vital, qu'il ne se mendie pas mais qu'il se prend !

**Guillaume Goutte**
*Groupe Idées noires*
*de la Fédération anarchiste*

# Brèves de combat

## Toujours chaud à Athènes

À Athènes, un an après d'Alexandre Grigoropoulos, 15 ans, mort sous les tirs d'un policier le 6 décembre 2008, l'ambiance est redevenue électrique. Le 5 décembre, la police grecque a arrêté plus de 150 personnes, dont cinq Italiens, avant les manifestations prévues pour l'anniversaire de la mort du jeune homme. Plusieurs dirigeants de l'École polytechnique d'Athènes sont poursuivis depuis la mi-novembre, pour avoir toléré l'hébergement, sur le serveur de l'université, d'un site affilié au réseau alternatif Indymedia et sur lequel ont été publiés ces derniers mois des textes revendiquant des actes terroristes ou incitant à en commettre. Le retour de la gauche aux législatives n'a rien changé.

## Répression à Rennes

Samedi 5 décembre, une manifestation de chômeurs et précaires en lutte a été interdite par la préfecture. Les manifestants ont toutefois décidé de défiler, se heurtant systématiquement à des barrages de CRS et aux provocations policières. La BAC a procédé à un véritable lynchage, avec l'appui des CRS, arrêtant des manifestants et en frappant violemment d'autres. Après 48 heures de garde à vue, nos camarades ont été finalement relâchés, refusant la comparution immédiate. Ils passent devant le tribunal le 18 janvier prochain, sous le prétexte de « violences sur agents ». L'un d'eux est placé sous contrôle judiciaire et doit pointer chaque semaine au commissariat jusqu'au procès. Le groupe rennais La Digne Rage de la Fédération anarchiste organise une manifestation.

## Répression à Paris

La manifestation de chômeurs et précaires a réuni 3 000 personnes à Paris, plus de 200 manifestants ont investi le « 104 » rue d'Aubervilliers, lieu de la démesure d'une politique municipale de prestige et qui est surtout un espace de location à des entreprises privées pour créer des « événements » dont les habitants du quartier n'ont strictement rien à faire. La Mairie de Paris y a investi plusieurs centaines de millions d'euros, en même temps qu'elle nettoie le quartier de ses classes populaires. Mais à Paris comme ailleurs, toute mobilisation entraîne une présence policière massive rappelant à tous ceux qui s'opposent à l'ordre actuel des choses que le pouvoir ne saurait tolérer une quelconque velléité de résistance. Plusieurs centaines de policiers, envahissant avec leurs dizaines de cars plusieurs rues du quartier, sont donc venus déloger les occupants. Comme quelques jours auparavant lors de l'occupation d'Altedia, entreprise privée que Pôle Emploi finance pour coacher les chômeurs et conseiller les grandes entreprises pour préparer les restructurations sociales !

## Ben voyons !

La Cour de cassation a estimé que le seul fait de placer en rétention administrative un étranger en situation irrégulière accompagné de son enfant mineur ne constituait pas, en soi, un traitement inhumain ou dégradant.

## Mix-Cité contre les jouets sexistes

Depuis début novembre 2009 les associations Mix-Cité Paris, Nantes, Rennes, Orléans et Toulouse ont lancé une campagne d'envois de courriers à la Halde pour signaler les magasins de jouets qui pratiquent un affichage sexué des rayons et des catalogues. Pour Mix-Cité, « il est évident que cet affichage par sexe empêche les enfants de choisir des jeux, jouets, déguisements, etc., en fonction de leur caractère, leurs aptitudes et leurs envies. Cela les force à se conformer aux rôles stéréotypés liés aux genres, qui favorisent ensuite les discriminations femmes-hommes ». Mix-Cité sollicite la Halde pour qu'elle recommande aux magasins de jeux et jouets, aux fabricants et aux publicitaires de prohiber tout affichage sexiste dans la promotion de leurs produits. Pour le moment, la Halde se montre réticente mais déclare qu'elle entre-ouvre sa porte pour un rendez-vous avec Mix-Cité.

## Dépistage rémunérés ?

L'assurance-maladie veut promouvoir les actions de prévention et de dépistage autour du médecin traitant. L'idée fait son chemin de rémunérer les praticiens dans ces domaines. Forfaits, consultations lourdes, primes au mérite : la caisse a des idées, les médecins aussi mais surtout des craintes. Pas question, expliquent-ils, que des « miettes » de revalorisation soient accordées au titre de la prévention… pour solde de tout compte.

## Amiante : procès géant en Italie

Le plus grand procès jamais organisé sur l'amiante, celui de deux ex-dirigeants d'Eternit responsables selon l'accusation de la mort de 2 900 personnes, se tient à Turin à la satisfaction de centaines de parties civiles.

## PAVÉ D'ANAR avec SABIA ET MAZOCH — KROKAGA

« Produit en Bretagne »

# Une vaste supercherie

**L'institutrice de Quimperlé**

**Prétendue défense** de l'emploi ou pernicieux saccage ? Si vous faites vos courses en Bretagne, vous croiserez inévitablement un paquet de biscuits, un disque, un t-shirt ou que sais-je… avec un logo jaune et bleu représenté par un phare qui illumine de son rayonnement toute la péninsule armoricaine : c'est « Produit en Bretagne ».

« Produit en Bretagne », label associatif créé en 1993, repose sur une idée de base : « Tout ce que nous faisons doit se traduire par du développement de l'emploi en Bretagne. » Y cohabitent industriels, distributeurs, banquiers, entreprises de services et quotidiens régionaux, à l'échelle des cinq départements bretons, Loire-Atlantique incluse donc…, l'association ayant choisi dès l'origine de travailler sur la Bretagne dite historique.

À ses débuts, cette association fédérait essentiellement des industriels de l'agroalimentaire et des distributeurs (hypermarchés), un patron de Leclerc faisant partie des fondateurs… En 2009, « Produit en Bretagne », c'est 210 entreprises de tous horizons même si l'agroalimentaire reste majoritaire, 15 milliards d'euros de chiffre d'affaires générés par 100 000 salariés, pour près de 3 000 produits habilités.

« Produit en Bretagne » est plus qu'une marque commerciale, c'est un « état d'esprit » qu'un chef d'entreprise fédéré déclare vouloir autant transmettre aux clients qu'aux salariés… De fait, la campagne publicitaire vantant ce label n'hésite pas à claironner aux consommateurs potentiels que c'est « l'achat solidaire pour l'emploi », « l'achat citoyen », osant même « l'achat militant » ! L'affiche 2 009 titre « Génération solidaire » avec de jeunes adultes souriants en manifestation, brandissant la banderole « Produit en Bretagne ».

Solidarité ? Le mot fait mouche, fait envie. Et puis, « Produit en Bretagne » sonne produit localement, car, bien entendu, « Produit en Bretagne » est « un outil au service du développement durable ». En ces temps de recherches justifiées des circuits courts, pour leur moindre impact environnemental et pour le lien social, ce serait parfait… D'autant plus que « Produit en Bretagne » s'investit dans l'économie culturelle par des remises de prix du disque, du livre ou à la création. La potion magique fonctionne : un sondage de 2007 par TMO-CSA révèle que cette marque collective profite d'une notoriété de 90 % en Bretagne et 21 % en Ile-de-France. Il importe donc d'y regarder de plus près.

## La grande distribution, partie prenante du projet

Vous savez, l'hypermarché qui coule les petits commerces des centres-villes et les emplois qui vont avec, qui écrase les petits producteurs, qui ouvre de plus en plus de dimanches, qui paie au rabais les salarié-e-s, souvent à temps partiel non choisi, qui fonctionne en flux tendus, l'une des causes du trafic incessant des camions… Que les hypermarchés, qui détruisent plus d'emplois qu'ils n'en génèrent, s'accordent un label « solidaire » relève pour le moins de la manipulation. Plus fort, un patron de Leclerc, associé à « Produit en Bretagne », déclare que « notre objectif est de mettre des produits bretons dans tous les foyers de France », feignant d'ignorer que ça aura pour impact de déstabiliser les autres marchés locaux et régionaux.

On repassera pour la solidarité et le développement durable…

Voyons si l'autre face des instigateurs du noble label fait mieux.

## Les poids lourds de l'agroalimentaire, modèles de créations d'emplois ?

Le « miracle économique breton » qui repose sur l'agriculture intensive a ses revers et c'est un euphémisme. En Bretagne, les plus gros bénéficiaires (on a envie de dire « assistés ») des aides européennes sont les géants de l'agroalimentaire. Le volailler Doux a ainsi en 2008 empoché 62,8 millions d'euros de subventions, présentées comme des « aides à l'exportation » face aux Brésiliens et aux Américains qui ont des coûts de revient et des prix plus bas…, mais le premier concurrent de Doux au Brésil, c'est la filiale Doux brési-

lienne ! En novembre 2008, avec ses millions d'argent public dans les poches, Doux fermait son usine de Locminé (56), ville de 5 000 habitants : 451 emplois supprimés, autant de familles touchées, sans compter l'onde de choc sur les petits commerçants et tous les emplois indirects ! Au travers de la politique agricole commune, de ses aides inégalement réparties tout autant que celles des gouvernements, au profit de la concentration et du gigantisme des exploitations, la petite paysannerie a été quasiment éliminée, générant désertification rurale, inégale répartition de la population sur le territoire. Prolétarisation à bas prix, chômage ou suicides sont trop souvent la porte de sortie des « éliminé-e-s ». En Bretagne, en 1969, il y avait 169 000 exploitations agricoles, il en reste 33 000 aujourd'hui… Parallèlement, si l'effectif salarié des industries de l'agroalimentaire a progressé, fin 2007, il plafonnait à 58 600 salariés. On est loin d'une compensation intégrale, d'autant que la population bretonne n'a cessé d'augmenter depuis quarante ans.

## L'agro, c'est bon pour la santé…

Les maladies professionnelles en Bretagne représentent 10 % du total français alors même que la région ne compte que 5 % de l'effectif salarié. 84 % de ces maladies résultent de troubles musculo-squelettiques (TMS) et plus de 40 % de ces TMS sont développés dans le secteur de l'agroalimentaire, directement liés aux conditions de travail peu reluisantes, mais dont la prise en charge est supportée par la Sécurité sociale. Dans certaines grandes boîtes, le syndicalisme est quasi inexistant, voire combattu…

Le bilan est donc effectivement glorieux : perte sèche de plusieurs dizaines de milliers d'emplois sur quarante ans et, en prime, on y laisse la santé !

## Notre modèle agricole breton se rattrape-t-il sur le volet environnement ?

L'utilisation massive des pesticides provoque des dégâts sur la faune et la flore, tant terrestre qu'aquatique. Ravages auxquels s'ajoutent la disparition des bocages, l'excès de lisier et de fientes de volaille avec ses conséquences sur la qualité des eaux… et le scandale des algues vertes ! De même, notre santé est triplement menacée par les choix de ce modèle : résidus de pesticides sur les végétaux et dans les produits animaux (viande, lait, œufs) ; sur ces derniers se fixent en plus les résidus d'antibiotiques et de vaccins nécessaires à ce type d'élevage, sans compter les dangers d'une alimentation trop riche en produits animaux (excès de graisses saturées et de protéines animales). Ce type d'agriculture est aussi un gouffre à eau et à produits chimiques pour la culture du maïs essentiellement destiné à l'élevage, lequel constitue la toile de fond de l'agriculture bretonne, avec sept exploitations sur dix.

L'agro-industrie repose sur l'importation massive de céréales et de soja (OGM à près de 80 %) destinés à la nutrition animale et dont la culture est l'une des causes de la déforestation en Amazonie. Aussi, se fournir auprès de l'agroalimentaire breton en produits animaux est bien un achat militant… pro-OGM !

De même était-ce sûrement bon pour l'emploi local et très « développement durable » que le groupe Glon-Sanders, numéro un de l'alimentation du bétail, ait importé 25 000 tonnes de blé ukrainien fin 2002, via le port de Lorient ?

Cette nourriture végétale, qui aurait pu servir directement aux humains, est détournée en faveur des animaux élevés mais avec une perte considérable (pour produire 1 g de protéine animale, il faut 7 g de protéines végétales). Ce choix de l'agrobusiness contribue aux famines.

N'oublions pas non plus que l'élevage industriel est une horreur pour les animaux trop souvent considérés comme des machines productives ou des choses insensibles.

## La mondialisation aime les fortes identités

Grâce au réseau « Produit en Bretagne », de nombreux industriels bretons n'hésitent pas à démarcher des pays lointains, notamment en Asie, pour proposer leurs productions labellisées « authentiques »… Or, exporter de la nourriture qui est aussi produite dans les pays acheteurs ne porte-t-il pas atteinte au principe de souveraineté alimentaire des peuples ? Qu'il y ait des échanges de denrées qu'on ne possède pas de part et d'autres, cela se conçoit mais il est toujours important de mesurer l'impact écologique et social généré par ces productions et leur transport à des milliers de kilomètres.

## Le collège « culture et création » de « Produit en Bretagne »

« Produit en Bretagne », en connexion constante avec le monde étudiant, joue par ailleurs finement en misant sur l'économie culturelle : livres, disques, festivals, etc. Il est vrai aussi que ce soutien procure des avantages fiscaux depuis une loi de 2003 qui favorise le mécénat d'entreprises. Généreux oui, mais avec des compensations quand même ! Des artistes résistent et refusent d'amalgamer produit de consommation courante et production artistique. « Le comité "Produit en Bretagne" utilise et exploite tout aspect culturel susceptible de donner une couleur régionale à leurs produits ou leurs services », constate un flûtiste qui a refusé ce prix en 2001. Les yeux ouverts, il note que le prix « Produit en Bretagne » « précise qu'il s'agit de "culture bretonne", mais se garde bien en revanche d'apposer un adjectif à "économie". Pourquoi ne pas dire franchement "économie libérale" ou "économie capitaliste" ? »

## Dérive sectaire ?

Plus pernicieux, l'association « Produit en Bretagne » demande même aux salariés des adhérents de montrer leur appartenance par un autocollant à l'arrière de leur voiture. Et s'ils refusent ? Le lien de subordination d'un salarié s'arrête en principe au cadre du travail… et ne saurait s'immiscer dans la vie privée. Un avant-goût du Code du travail sauce régionale ? En tout cas, on emprunte une pente glissante…

## Un réservoir d'idées très particulières

Adresse du siège de « Produit en Bretagne », l'institut de Locarn, influent et puissant « think tank », situé en Centre-Bretagne, destiné aux élites bretonnes (économiques, politiques, journalistiques, etc.), cogite sur la Bretagne de demain et estime que les petits pays à forte identité culturelle sont les plus dynamiques. Empêtré à ses débuts avec l'Opus Dei et une certaine culture du secret, l'institut de Locarn, adepte de « l'intelligence économique », a organisé des conférences avec des spécialistes militaires reconvertis dans le renseignement économique, dont « un spécialiste anglais du renseignement stratégique » et « un ex-colonel du KGB ». Car nos grands patrons réfléchissent en termes de guerre économique qui serait aussi une guerre des cultures… D'où l'importance de soutenir une certaine identité culturelle en Bretagne. L'institut se sert du levier identitaire pour faire consensus autour de ses projets, comme s'il n'y avait pas de conflits de classes en Bretagne, pas de salariés exploités et jetés quand le patronat n'en a plus besoin. Il y a bien un dessein politique en filigrane : promouvoir une Europe des régions et briser « l'immobilisme de l'administration » (comprendre les protections des salariés conquises à l'échelle de l'État français : Code du travail, Sécurité sociale, etc.). En conclusion d'une conférence du 25 janvier 2008, Alain Glon, président de l'institut de Locarn, s'insurge contre la culture française de la « gratuité pour tout ce qui est indispensable dans la vie » (éducation, santé, logement, etc.). Il a « le sentiment qu'en France on voit l'inégalité comme une injustice » et déclare avoir « déjà proposé qu'on supprime des frontons [le terme] "égalité" ». Il revendique « le droit à l'expérimentation », dont une personne de son auditoire (uniquement des patrons et grands cadres) nous dit qu'il est entravé par « le principe de précaution ». Ça fait plaisir d'entendre de si grands humanistes, car « humaniste » l'institut l'est, c'est écrit sur son site !

## Vocation très spéciale

« Une des vocations de Locarn est de servir de lieu de négociation neutre et discret, où peuvent se rencontrer des personnalités économiques et politiques », confiait Jo Le Bihan lors de la création de l'institut. L'influence de l'organisation déborde largement sur la sphère politique, comme en témoignait la

présence du président de la région Bretagne J.-Y. Le Drian (PS), de l'ancien ministre F. Goulard (UMP) et de l'ancien garde des Sceaux P. Méhaignerie (UMP), pour les dix ans de l'institut en septembre 2004… Si vous croyez encore au changement par les élections, vous pouvez vous rhabiller, les décisions se prennent dans un lieu « neutre et discret », on vous dit !

## La Saint-Yves – Gouel Erwan

Pour promouvoir une identité commune, rien de tel que la fête ! Et voilà qu'en 1997, est sorti du chapeau rond un recyclage de la fête religieuse « Saint-Yves – Gouel Erwan », prétendument « patron de tous les Bretons » et des « avocats ». Jusqu'à il y a peu cantonnée à un procession religieuse à Tréguier (22), en partie intégriste, la Saint-Yves, aujourd'hui dans une version plus ou moins laïcisée, a les honneurs de la région Bretagne qui lui a consacré (ou claqué ?) 617 000 euros d'argent public… Sans doute n'y avait-il rien de plus urgent ? « Produit en Bretagne » et l'institut de Locarn sont complètement impliqués dans cette fête « populaire » fabriquée par en haut. En 2004, à Pontivy (56), à l'occasion de la Saint-Yves, A. Glon (encore lui !) a remis le prix Produit en Bretagne du disque, en compagnie du maire PS J.-P. Le Roch, membre du jury… Et c'est depuis l'institut de Locarn, que le président du conseil régional de Bretagne (Le Drian) et le président du conseil général de Loire-Atlantique (Mareschal), tous deux du PS, ont salué publiquement « chaque Breton de la diaspora », pour la Saint-Yves 2007.

## Une presse militante

Et que font nos chers journaux régionaux pour interroger ce qu'il faut bien appeler une collusion ? Dans une interview donnée au *Télégramme* le 16 octobre 2009, Michel-Édouard Leclerc saluait « l'investissement quasiment militant des quotidiens régionaux » pour le renouveau économique et culturel de la Bretagne. Il est vrai qu'avec 780 000 euros annuels de publicité versés au *Télégramme* par Leclerc, le journal peut même être un stakhanoviste du militantisme ! Le 8 octobre 2009, *Ouest-France* nous offrait un supplément publicitaire de seize pages en faveur de « Produit en Bretagne »… Certains rêvent d'une Bretagne indépendante, pour notre part, nous nous contenterions déjà que sa presse le soit !

## Ne nous laissons pas abuser

« Le régionalisme n'est qu'un produit d'appel de l'ultralibéralisme. Résister, c'est d'abord dénoncer ce décor en toc, montrer de quel mépris il relève à l'égard de ce qu'il prétend défendre, montrer surtout ce qu'il recouvre : privatisations, déréglementation, destruction des lois sociales, mise au pillage du pays, changé en une vaste banlieue où les hangars à main-d'œuvre côtoient les élevages de porcs », s'élève Françoise Morvan, dans *Le Monde comme si*.

Il ne s'agit pas ici de présenter la République, une, indivisible et laïque comme rempart à toutes ses dérives. Anarchistes, nous n'oublions pas qu'il nous faut deux jambes pour marcher : l'une, libertaire, avec le fédéralisme et la libre association des groupes humains selon la dimension territoriale qu'ils se choisiront et qui jetteront aux poubelles de l'histoire les États et leur répression ; l'autre, égalitaire et anticapitaliste, avec la mise en commun des moyens de production et le partage des richesses d'un socialisme autogestionnaire.

**L'i. de Q.**

# Camus, les autres et moi

CONTRAIREMENT À DE PRÉCÉDENTS auteurs d'articles parus dans cet hebdomadaire je ne critiquerai pas notre éminent président sur ce projet absurde de sarkophagiser Albert Camus. Je ne peux, comme d'autres l'ont fait ailleurs, qu'émettre le souhait que N.S. proclame le même projet pour Proudhon ou un autre grand anarchiste français comme Reclus. Cela permettrait comme avec l'auteur de l'*Homme révolté* d'utiliser les médias pour propager nos idées. Je dois avouer que jusqu'à la parution du livre écrit par ce compagnon allemand vivant à Marseille, je ne connaissais pas la parenté évidente entre les anarchistes et l'auteur originaire d'Algérie. Je crois bien que je ne suis pas le seul anarchiste dans ce cas.

Quand dans la presse de « gôche » un des principaux sociologues mondiaux ou un philosophe connu français écrivent à ce propos, il est intéressant de s'y arrêter un instant.

## Camus et le Polono-Anglo-saxon.

Je connaissais Zygmunt Bauman comme auteur d'un livre sur la Shoah *Modernité et Holocauste* où il tentait d'expliquer que « la Solution finale a marqué l'endroit où le système industriel européen a dérapé ». Dans cet article il nous appelle à relire Camus parce que « ses dénouements, ou ses absences de dénouement, suggèrent des explications, mais qui ne sont pas révélées en clair et qui exigent, pour apparaître fondées, que l'histoire soit relue sous un nouvel angle. » La lecture du *Mythe de Sisyphe* et de l'*Homme révolté*, [...] m'ont aidé entre toutes à me réconcilier avec les bizarreries et les absurdités du monde que nous habitions, et que nous persistions à façonner, de jour en jour, consciemment ou non, par notre manière même de l'habiter. Alors qu'un journaliste lui demandait de résumer en un paragraphe sa pensée il utilisa une citation de Camus : « Il y a la beauté et il y a les humiliés. Quelles que soient les difficultés de l'entreprise, je voudrais ne jamais être infidèle ni à l'une ni aux autres ». Pour Bauman il a prouvé, sans l'ombre d'un doute, que « choisir son camp » en sacrifiant une tâche pour (soi-disant) mieux accomplir l'autre finirait par les mettre toutes deux hors de portée.

## Camus et le philosophe français

Cette tentative sarkozienne de panthéoniser l'auteur de l'*Homme révolté* a amené Michel Onfray à prendre clairement parti. Il est le seul dans le débat en cours à dénoncer la volonté cachée élyséenne d'attaquer Sartre et ses héritiers à travers cette mise en bière nationale. Dans la lettre ouverte qu'il publie dans *le Monde* il met à jour cette tentative tout en prenant partie pour Camus dans cette dispute qui dure encore, puisqu'il vaut mieux, encore aujourd'hui, avoir tort avec Sartre que raison avec Camus. C'est pour cela que M. Onfray est amené à préciser « qu'il ne se commit jamais avec les régimes soviétiques ou avec le maoïsme » puis « Camus fut l'opposant de toutes les terreurs, de toutes les peines de mort, de tous les assassinats politiques, de tous les totalitarismes ». Le philosophe de Caen ne s'arrête pas là, il rappelle que Camus « a souvent dit sa détestation du capitalisme dans sa forme libérale, du marché faisant la loi partout, de l'impérialisme libéral imposé à la planète ». Pour Onfray celui dont il parle « n'a cessé de célébrer le pouvoir syndical, la force du génie colérique ouvrier, la puissance de la revendication populaire ». Toujours selon le même il y a dans l'*Homme révolté* tant décrié par les sartriens [1], un éloge des pensées anarchistes françaises, italiennes, espagnoles [2], une célébration de la Commune, et, surtout, un vibrant plaidoyer pour le "syndicalisme révolutionnaire" présenté comme une " « pensée solaire ». Ce faisant Camus « appelle à 'une nouvelle révolte' libertaire ». Il écrit dans *L'Express*, du 4 juin 1955, que l'idée de révolution, à laquelle il ne renonce pas en soi, retrouvera son sens quand elle aura cessé de soutenir le cynisme et l'opportunisme des totalitarismes du moment. Et Onfray d'ajouter : Ce socialisme libertaire a été passé sous silence par la droite, on la comprend, mais aussi par la gauche, déjà à cette époque toute à son aspiration à l'hégémonie d'un seul. Il rappelle à N.S. qu'aujourd'hui les pauvres sont toujours méprisés : « Ces filles et fils, frères et sœurs, descendants aujourd'hui des syndicalistes espagnols, des ouvriers venus d'Afrique du Nord, des miséreux de Kabylie, des travailleurs émigrés maghrébins jadis honorés, défendus et soutenus par Camus, ne sont guère à la fête sous votre règne. »

Je pourrais citer bien d'autres passages de cet article prouvant que Michel Onfray prend position fermement pour l'anarchisme au risque de brûler ses navires. Il lui reste à convaincre un grand nombre d'anarchistes à ce propos car ses prises de positions politiques diverses et variées on fait plus que brouiller les choses.

**Pierre Sommermeyer**

1. À ce sujet lire l'article de Séverine Gaspari publié dans *Le don de la liberté, les relations d'Albert Camus avec les libertaires* publié par l'Association des rencontres méditerranéennes.

2. Lire l'excellente postface de Freddy Gomez dans *Albert Camus et les libertaires* de Lou Marin.

# De l'anarchie des météores à la confusion généralisée

Philippe Pelletier

**Décidément, nous aurons tout vu !** Des gouvernements n'envisagent en effet rien moins que de constituer des « ministères du climat ». À quand un ministère des « sables mouvants », des « infiltrations karstiques » ou des « étoiles » ? Avec une fatuité qui n'a d'égale que celle du « roi soleil », les mêmes, ou d'autres, affichent en outre l'ambition de « réduire le climat d'un ou deux degrés », rien que ça. La guerre à l'anarchie des météores est donc déclarée.

Au-delà des dérives sémantiques, des confusions et des glissements non anodins entre les différentes notions (l'environnement ne se résume pas au climat, celui-ci ne se résume pas à la température, il ne se confond pas non plus avec le temps…), et au-delà de l'hyperbole rhétorique qui envahit les médias, il faut essayer de comprendre la logique profonde qui se cache sous ces propos.

## Le libéralisme, contre la vertu, pour l'intérêt

Comme l'a rappelé Jean-Claude Michéa, le libéralisme, en tant qu'idéologie et projet social, est né à partir des XVI^e^-XVII^e^ siècles sur un rejet des guerres de religion. Car, contrairement aux conflits antiques ou médiévaux qui opposaient des croyants différents – les chrétiens contre les musulmans par exemple –, celles-ci ont déchiré la chrétienté elle-même, et contre toute apparence de raison. Le libéralisme promeut donc un nouveau système de valeurs fondé sur plusieurs éléments.

Premièrement, rejeter toute passion, tout appel à la morale, tout discours sur le Bien ou la Vertu, car funestes à la concorde civile comme l'ont révélé ces guerres de religion. Deuxièmement, rechercher une rationalité dans un autre domaine : la matière, et singulièrement l'économie, en particulier le commerce. Il faut souligner, à ce propos, que contrairement à ce que l'on croit généralement – et Marx a contribué à cet obscurcissement –, l'économie politique classique, libérale, constitue l'une des premières philosophies matérialistes modernes, et que son rapport à la religion obéit à un autre registre. Sinon, on ne peut pas comprendre pourquoi les libéraux en économie peuvent être aussi

libéraux dans les mœurs (sexualité, pornographie, prostitution, drogues, etc.), comme le sont les Madelin, Sarkozy, Cohn-Bendit et consorts… Pour Adam Smith, « ce n'est pas de la bienveillance du boucher, du marchand de bière et du boulanger que nous attendons notre dîner, mais du soin qu'ils portent à leurs intérêts » (1776). Autrement dit, c'est l'addition des intérêts égoïstes qui doit quasi mécaniquement produire de l'harmonie sociale.

Troisièmement, cela n'est possible que sous la férule du marché mais aussi du droit, sans lequel le marché ne serait pas possible, un élément que les critiques du néolibéralisme et du libéralisme tendent à oublier. Les libéraux ne sont en effet pas contre la régulation, mais contre certaines régulations. Comme le dit Benjamin Constant, autre héraut du libéralisme, « prions l'autorité de rester dans ses limites ; qu'elle se borne à être juste. Nous nous chargerons d'être heureux » (1797).

À partir du XIXe siècle, plusieurs phénomènes recadrent le libéralisme. Le développement de l'impérialisme et du colonialisme, qui se distinguent nettement – cela n'a pas été assez vu – de la « classique » conquête des Indes ou de l'Amérique latine, élargit la sphère de production et de consommation. Simultanément, il instille une nouvelle sorte de guerre de religion sécularisée sous la forme du racisme, soutenu par le darwinisme social, une interprétation abusive du darwinisme. Le racisme relance l'ancienne exigence de la *limpieza de sangre*, la « pureté du sang », réclamée par Isabelle de Castille et Ferdinand d'Aragon au moment où ils chassaient les Maures et les Juifs d'Ibérie, et qu'ils envoyaient Christophe Colomb à l'autre bout du monde. L'Inquisition cédera ensuite la place aux *Sonderkommandos* de la « solution finale » nazie, tandis que les Indiens d'Amérique du Nord sont éliminés ou parqués, comme le sont les Noirs en Afrique du Sud. L'essor du socialisme, au début une saine riposte des individus et des peuples, qui évolue avec son courant social-démocrate, sa dérive léniniste, stalinienne, maoïste ou autre, puis l'apparition du fascisme en tant que contre-révolution préventive – selon l'analyse de Luigi Fabbri –, avec sa variante racialiste incarné par le nazisme, donnent par ses deux extrémités une nouvelle importance à l'État.

## Triomphe de l'État et désir de paix

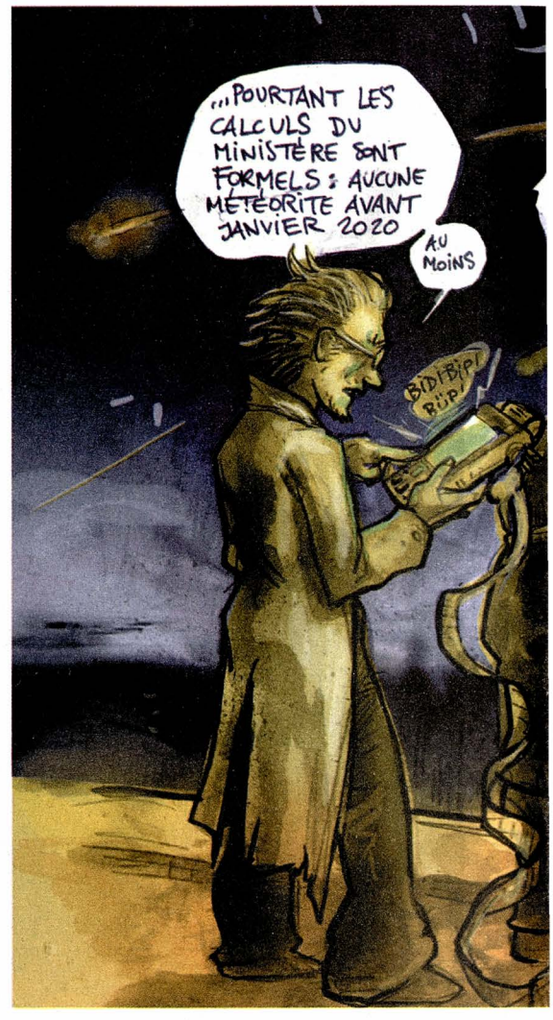
Assurément, la Seconde Guerre mondiale et son issue constituent l'une des étapes décisives où le libéralisme retrouve une problématique comparable à celle qui l'a vu se constituer. En effet, à partir de 1945 le monde entier, et pas seulement l'Occident, même si celui-ci en fut le pivot de par sa responsabilité et son vécu propre, s'est retrouvé face à lui-même, dans toute son horreur et dans toutes ses contradictions. Ce miroir est terrible, comme l'évoque drastiquement ce chef-d'œuvre de la littérature mondiale que sont *Les Bienveillantes* de Jonathan Littel, mieux encore, si c'était possible, que l'œuvre non moins magnifique de Primo Levi.

Il faut la paix, tout le monde veut la paix. Même si la course aux armements s'enclenche à nouveau, la bombe atomique n'est finalement pas jetée sur la Corée au cours de la guerre éponyme, bien que l'hypothèse ait été imaginée par les dirigeants états-uniens. La guerre froide est donc officiellement lancée et la guerre « chaude » est externalisée dans les pays pauvres du tiers-monde. Le prétendu affrontement entre démocratie et communisme, en fait entre capitalisme libéral-étatique et capitalisme étatique, sert de vernis idéologique pour ces deux guerres. Du côté de l'Occident, puis de certains pays émergents du tiers-monde, la paix sociale est simultanément achetée par la redistribution partielle de la plus-value, pour éviter le basculement dans le « communisme » et pour faire tourner la machine économique.

Loin de payer ses erreurs totalitaires de la Seconde Guerre mondiale, l'État voit sa prééminence confirmée de grand régulateur-planificateur dans le cadre d'une croissance économique permise par le développement scientifique et technologique. Sa pseudo-providence, qui consiste en réalité en une nouvelle ponction du capital et du travail, est encouragée par les forces syndicales et sociodémocrates cogestionnaires ou revendicatrices. Elle coupe l'herbe sous le pied à l'anti-étatisme de l'anarchisme, qui subit simultanément les coups du marxisme hégémonique au sein du mouvement ouvrier et de l'intelligentsia. L'aspiration à la paix rétame enfin toute aspiration à la révolution, d'autant que celle-ci a été salie par les bolcheviques et tous les régimes marxistes du tiers-monde.

Mais un nouveau tournant se dessine avec une double crise – la crise énergétique des années 1970, l'implosion du système soviétique dès la fin des années 1970 – et avec l'apparition des économies dites émergentes. Plus habiles ou plus observateurs que d'autres, les néolibéraux de l'Amérique de Reagan, du Royaume-Uni de Thatcher et du Japon de Nakasone enclenchent alors la vague néolibérale. Ils cassent le compromis des Trente Glorieuses tout en planifiant l'économie financière. La chute de l'empire soviétique sonne le glas du vernis idéologique qu'il faut alors remplacer car la nature politique a horreur du vide, et que les dirigeants en ont toujours besoin pour guider les masses. C'est aussitôt fait dans deux directions, et avec deux discours qui ne sont nullement contradictoires : le choc des civilisations et la menace climatique.

Sinon, le risque est grand que le système ne se retrouve à nu. Que, sous le prétendu affrontement entre démocratie et communisme, ne se révèle la double essence du capitalisme : d'une part, la guerre économique, c'est-à-dire la guerre entre les marchés et pour les marchés, mêlant de façon complexe




les entreprises économiques, les « multinationales » évidemment, et les États (leurs garants, leurs commanditaires, leurs clients) ; et, d'autre part, la guerre contre la nature. Qui ne constituent en fait qu'une seule et même guerre à partir de la question des ressources et des modes de vie.

## La guerre contre la nature

Cette guerre contre la nature qui démarre dès l'essor du capitalisme au XVIe siècle, singulièrement avec la conquête des Amériques, et qui correspond en partie au progrès scientifique et technologique, a, dès cette époque, des conséquences écologiques majeures : transformations radicales de très nombreux écosystèmes insulaires, notamment sous les Tropiques (Antilles, Mascareignes, etc.) ou sous l'Équateur (Java, etc.), voire d'écosystèmes continentaux (États-Unis, même si l'ampleur de cet impact est discuté). La diffusion des maladies venues d'Europe n'est pas forcément utilisée comme une arme consciente, mais le résultat est là, avec sa conséquence cruciale, la traite des Noirs pour remplacer la main-d'œuvre indigène défaillante.

Avec la croissance démographique, qui débute à la fin du XIXe siècle, à laquelle correspond la diffusion d'une industrialisation massive, les conséquences écologiques du capitalisme sont évidemment beaucoup plus amples, et souvent dramatiques, au cours du

XXe siècle. Cela suscite évidemment l'inquiétude, le courroux et la réaction des habitants. La crise énergétique qui clôt les Trente Glorieuses provoque une prise de conscience généralisée, notamment au sein des couches dirigeantes les moins stupides et les plus éclairées, comme le Club de Rome.

Mais, progressivement, la réaction environnementaliste, légitime, change de sens. On parle de moins en moins des pollutions, des métaux lourds, des rivières et des atmosphères empoisonnées, des conditions de vie déplorables. Le jugement d'AZF/Toulouse Total-Grande-Paroisse, accident industriel aux implications environnementales et générales évidentes, aboutit ainsi à un non-lieu. Nous ne verrons ni Nicolas Hulot, ni Yann Arthus-Bertrand consacrer un film « grand public » à ce scandale.

En revanche, le citoyen lambda n'a jamais été autant abreuvé du « réchauffement climatique ». Celui-ci est devenu un champ d'affrontement et de collusion entre différents groupes d'intérêts. La plupart des scientifiques, qui cherchent toujours la formule pour décrocher des crédits et se légitimer socialement, y voient une aubaine, d'autant que certains d'entre eux ont contribué à monter l'affaire, tout en marginalisant ceux qui ne sont pas dans le *main stream* ou qui se montrent sceptiques. Les idées du naturalisme intégriste, qui place la Nature à l'alpha et à l'oméga de ses préoccupation philosophiques et politiques, et dont le courant de pensée a toujours existé depuis Clément, Klages, Léopold, Nicholson, Carson ou Naess, etc., rentrent par la grande porte. Henry David Thoreau ou Élisée Reclus sont évacués au profit de Ernst Haeckel ou de John Muir. Les médias, qui adorent le spectaculaire, se frottent les mains. Les politiques, enfin, comprennent en quoi cela leur sert.

Le tout opère sous l'égide du catastrophisme, véritable idéologie, qui est même l'idéologie dominante du XXIe siècle. À l'instar des autres idéologies, il reprend la posture d'une apparente rationalité chère au libéralisme dès la naissance de celui-ci (le climat est matériel, objectif, dépassionné…). Il mêle le vrai et le faux. Il offre en outre l'inestimable avantage, outre le fait de placer les peuples impuissants sous l'effroi et le joug des sauveurs, prétendus experts, de rapporter de l'argent. Car le spectacle de la catastrophe fait vendre. Les droits de polluer se négocient, et rapportent. Le catastrophisme se paie même le luxe de justifier de nouvelles restrictions et de nouvelles pauvretés au nom d'un ersatz appelé « décroissance ».

## Afghanistan et réchauffement, deux revers de la médaille dominante

Vient-il à l'esprit que la guerre en Irak, ou en Afghanistan, et le sommet « climatique » de Copenhague participent de la même logique ? Qu'ils sont le revers de la même médaille ? Car au Moyen-Orient, il faut contrôler le pétrole, en le ravissant aux méchants désignés par le choc des civilisations. Tous les pseudo-débats sur « l'identité nationale », qui visent à ressusciter la figure de « l'ennemi », rejoignent même cet objectif. La burqa des talibans afghans a malheureusement bon dos. Toute guerre d'occupation n'aboutit qu'à une impasse, tandis que prospère le trafic de drogue, et que les montagnes de l'Hindou Kouch ou les plaines de Mésopotamie se prêtent à des mascarades démocratiques.

Mais il faut aussi tenir l'Iran en tenaille, fourbir les armes, tester de nouvelles méthodes guerrières, maintenir les budgets militaires, affirmer son pouvoir, maintenir son rang. Pour les grandes puissances, il faut déjà préparer le choix de l'après-pétrole, en se mettant en position dominante. À Copenhague ou ailleurs, il faut entraîner tous les pays dans cette logique, et dans le nouveau marché qui s'instaure (droits à polluer, réductions de pollution qui entraînent une mutation de l'industrie, donc des nouveaux produits et des nouvelles technologies moins polluants, économies d'énergie et technologies souvent coûteuses…). Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si les partis écologistes soutiennent unanimement aussi bien la guerre en Afghanistan que le sommet de Copenhague. Leur responsabilité politique est énorme. Il est bien loin l'écolo-pacifisme des années 1970-1980…

Plus prosaïquement, les grandes puissances veulent faire plier la Chine, et accessoirement l'Inde ou le Brésil, une Chine refusant de réévaluer sa monnaie, pour que les États-Unis et l'Occident continuent de vivre à son crédit et à ses exportations. Mais, répétons-le, il s'agit de se positionner pour l'après-pétrole. Dans ce cadre, quelques naïfs font l'affaire pour jeter de la poudre climatique aux yeux.

Au milieu de toute cette confusion, la tâche émancipatrice apparaît bien difficile, sans parler de la tâche explicative. Mais on peut se demander si une grande opposition populaire à la guerre en Afghanistan et en Irak ne constituerait pas la meilleure réponse au « réchauffement climatique ». Et là, ce n'est pas une prospective dans vingt ou cinquante ans, ce n'est pas l'attente angoissée d'une hypothétique montée des eaux, ce n'est pas l'attente eschatologique du déluge qui nous submergerait, mais de politique dont il s'agit, et c'est pour maintenant. P. P.

# Les damnés de Marianne

## Voyage au cœur de l'insertion

J'AI TRAVAILLÉ PENDANT SIX MOIS dans un camp d'insertion. Voici ce que j'ai vécu.

J'étais au chômage depuis plusieurs mois. Chaque mois j'avais rendez-vous à l'ANPE (ou à Pôle emploi, si vous voulez). Ma conseillère, une brave femme, regardait les offres d'emploi de l'ANPE sur son ordi (des fois que je ne l'aurais pas fait moi-même) et à chaque fois prenait un air grave pour la circonstance et me disait qu'il n'y avait rien.

Et puis un jour, miracle : un emploi sur un « chantier d'insertion » en « contrat d'avenir » pour six mois, renouvelable. Il s'agit de démonter du matériel électroménager et trier les matériaux destinés au recyclage. J'accepte aussitôt.

Entrevue avec la directrice. Elle a une vraie figure d'enterrement et me dit : « Vous avez l'air bien déprimé. » Les gens ont souvent tendance à se voir eux-mêmes à travers les autres. Mais aussi, là se trouve la clé de l'insertion : vous êtes sensé avoir un problème. Si vous n'en avez pas, soyez tranquille, on vous en fabrique un.

Une navette nous ramasse le matin au centre-ville et nous emmène sur le chantier. Un endroit sinistre, situé en pleine campagne. Un ancien camp militaire, devenu camp d'insertion. Nous sommes une vingtaine d'employés, la plupart sont des femmes. Nous travaillons sous la supervision d'un encadrant technique qui a une tête de psychopathe. Il passe tout son temps à débiter des blagues pourries et à faire le paon devant les nanas, qui rigolent comme des connes.

Il fait froid, je porte un bonnet de laine. L'encadrant m'ordonne de l'enlever car, dit-il, ici on respecte la laïcité. Qui peut m'expliquer le rapport entre un bonnet de laine et une quelconque religion ? En plus, un autre employé porte un bonnet en permanence, et on le lui permet. C'est donc à la tête du client. Certaines employées portent bien en évidence une croix autour du cou, et ça ne semble pas être en contradiction avec la laïcité.

Dès le premier jour, l'encadrant me convoque dans son bureau pour me faire la morale. Il me dit que je suis très introverti, que je n'ai pas l'air motivé, que j'ai horreur du travail manuel et que si je bosse c'est seulement pour m'occuper.

Comment, dès le premier jour, peut-il me cataloguer de la sorte ?

Pendant tout mon séjour au camp, il ne cesse de me faire des réflexions sur mon bonnet, mes cheveux, mon regard (qui lui fait peur, dit-il). Un jour, il me traite de « Sénégalais des Alpes » et trouve que je ne suis « pas assez bronzé ». Il sait que j'ai passé la moitié de ma vie au Sénégal et il m'a entendu parler peul.

À quoi bon lui expliquer qu'il y a des Sénégalais blancs comme il y a des Français noirs ?

Un jour, les flics nous apportent des vieux ordinateurs à recycler. Peu après, j'entends les filles rire aux éclats au bout de l'atelier. Ma voisine, une jeune de dix-neuf ans, revient et me dit que M. l'encadrant technique leur a montré des images pornos qu'il a trouvées dans les ordis des flics. Une ancienne employée explique que les ordis des keufs sont souvent truffés d'images pornos.

Nous sommes suivis par un conseiller professionnel, avec qui je n'aurai guère que trois ou quatre entrevues. La seule piste qu'il me propose : un stage de une semaine en entreprise à Orléans, à 70 km de chez moi, sachant que je n'ai pas de moyen de locomotion. J'accepte pourtant (sans doute par manque de motivation), je lui dis que pour une semaine je pourrai loger chez un ami. Il m'annonce ensuite que l'entreprise qui devait m'accueillir a renoncé.

Pendant les six mois de mon contrat, je n'ai pas manqué un seul jour, je ne suis jamais arrivé en retard, j'ai bien fait mon taf, on ne m'a fait aucun reproche (c'est pourtant pas l'envie qui manquait !), je m'entendais bien avec tous mes collègues, avec qui je rigolais bien. Parmi eux, il y avait un jeune rappeur ; pendant les pauses, nous composions ensemble des textes de rap. Le conseiller me fait remarquer que j'ai un « bon relationnel » avec les jeunes (tiens, je croyais que j'étais très introverti »).

Mon contrat arrive à sa fin. Le conseiller me convoque dans le bureau. Le verdict tombe : mon contrat n'est pas renouvelé pour les raisons suivantes : manque de motivation et d'initiative, manque d'implication dans le travail, je ne fais pas assez d'efforts pour chercher un autre emploi (ils devaient sûrement me pister !) et je ne suis pas assez intégré à l'équipe (tiens, je croyais que j'avais un bon relationnel).

Quand ils apprennent la nouvelle, tous mes collègues sont sidérés, ils croient que je blague. « C'est dégueulasse », disent-ils, « c'est n'importe quoi », « faut pas chercher à comprendre ».

On me fait signer la feuille d'évaluation, j'en demande une copie, on me dit d'aller la demander à l'ANPE, où l'on me répond qu'on ne l'a jamais reçue. Pourquoi me refuse-t-on une copie de ma feuille d'évaluation ?

Qui dit insertion sous-entend exclusion. Les gens qui travaillent en insertion sont exclus de la sacro-sainte sphère professionnelle pour des raisons diverses : alcoolisme, toxicomanie, dépression, etc. Mais beaucoup d'entre eux sont exclus parce qu'ils sont l'objet d'une discrimination, à cause de leur origine, leur milieu social, leur âge, leur culture, leur apparence physique, etc.

Le but de l'insertion consiste à culpabiliser ces personnes : si vous ne trouvez pas de tavail, c'est parce que vous ne cherchez pas, ou pas assez, parce que vous n'êtes « pas assez motivé » ou parce que vous avez des problèmes de présentation ou d'employabilité.

Le seul fait de ne pas avoir le permis de conduire et de ne pas vouloir le passer suffit à faire de vous un « cas social ».

En vous culpabilisant, on élude la discrimination, on la nie (et donc on la légitime) et ainsi on absout la société et le système.

Toutes les personnes qui travaillent en insertion ont ceci en commun : ce sont des victimes du système. Dès l'école, on vous fait comprendre que vous êtes une merde et que vous ne réussirez pas. La société ne vous donne pas la moindre chance de développer vos talents. Surtout si vous êtes issu du prolétariat et que, par malheur, vous soyez intelligent : on vous bousillera. Et quand vous aurez 30, 40 ou 50 ans on vous demandera : « C'est quoi votre projet ? » Et votre conseiller notera dans ses fiches auxquelles vous n'aurez jamais accès : « Monsieur, cinquante ans, doit absolument définir un projet professionnel, FDQ... » ou « Madame, quarante ans, doit faire preuve de plus de motivation FDQ... ».

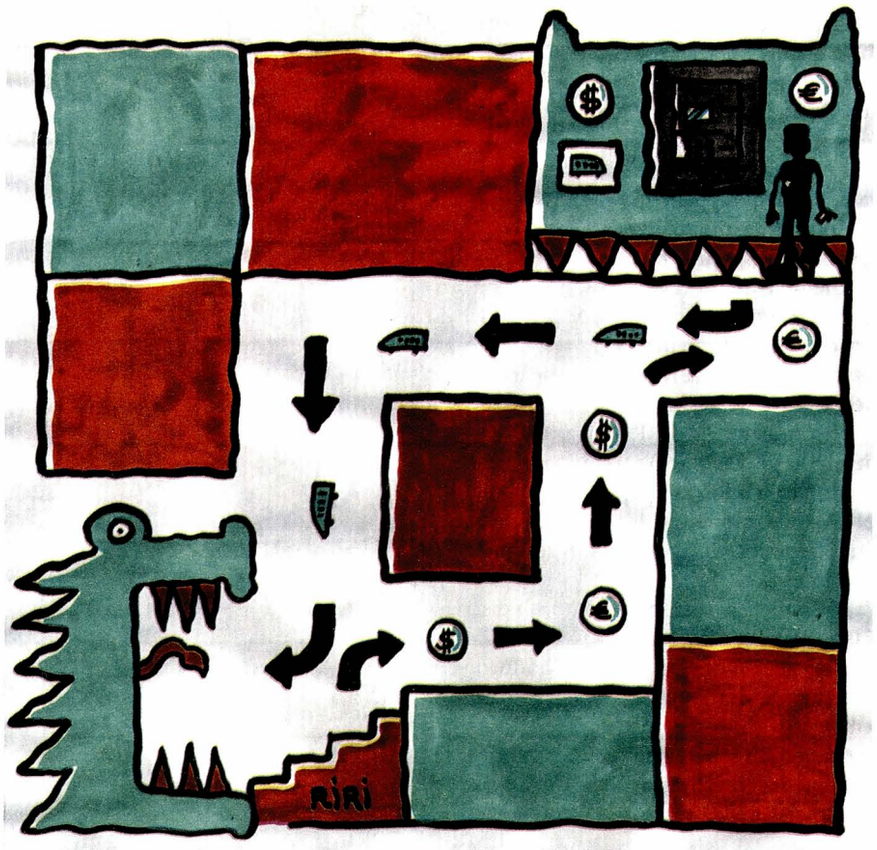
FDQ, ça veut dire « faute de quoi » dans le cryptage de nos bureaucrates.

**Bernard Baudoin**
*militant au soviet Gaston-Couté*
*de la Fédération anarchiste*

# CIC-atrices urbaines

**Dr Martius**

*Groupe Louise-Michel de la Fédération anarchiste*




***« Il est naturel que les gens qui ont de l'argent soient appréciés dans les banques. L'ennui, c'est que cela arrive aussi hors des banques. »***
**Sigmund Freud**

## Trottoirs payants pour de rire

Parmi les actions du collectif parisien RATP (Réseau pour l'abolition des transports payants), deux fonctionnaient en négatif l'une de l'autre. L'action « Portes ouvertes » (bloquer les portillons d'accès aux quais et ouvrir la porte latérale de service) consistait à créer symboliquement, le temps de l'action, les conditions concrètes de la revendication pour les transports gratuits, en laissant les usagers entrer librement dans le métro (avec diffusion de tracts et distribution de café/croissants lorsque le lieu et le moment de la journée laissait espérer une ambiance pas trop tendue avec les cerbères du système…).

À l'opposé, l'action plus ludique « Trottoirs payants » consistait, pour des militants en veste et casquette à la façon de contrôleurs (invitant à réfléchir sur la notion et le rôle de l'uniforme), à arrêter les passants dans la rue pour les informer que l'accès aux marches par la voie publique serait désormais payant. Nous déroulions le discours que l'on nous oppose pour justifier les transports payants (nécessité de payer comme gage de la qualité du service, lutte contre l'insécurité, aspect déresponsabilisant de la gratuité et responsabilisant du prix, etc.). C'était aux passants – usagers de la voie publique – de penser et de formuler des arguments en faveur du maintien de la gratuité des trottoirs. Cette situation renversée, vécue comme absurde car simplement contraire aux habitudes en ce qui concerne les trottoirs, permettait de travailler sur l'un des obstacles à nos revendications qu'est le sentiment de l'évidence des transports payants, qui n'est jamais qu'une habitude de choix faits par les exploitants et les politiques.

## Trottoirs payants pour de vrai

Depuis deux mois, dans le métro parisien, les gares SNCF et les agences de la banque CIC, on peut voir une affiche saisissante. Il s'agit de vanter le « service » offert par les distributeurs de cette banque : y recharger son Pass Navigo, c'est-à-dire cette carte à puce nominative sur laquelle est chargé l'abonnement choisi (imposé !) – hebdomadaire, mensuel, annuel – qui remplace le ticket, et qui permet de fliquer tous vos déplacements, tant pour des raisons commerciales que de contrôle social.

Incidemment, notons que les marchands et les tyrans modernes sont animés de la même motivation : prévoir les comportements du consommateur pour celui-là, du citoyen pour celui-ci. D'où les mêmes outils de gestion des données pour pouvoir déduire que tel ensemble de caractéristiques va engendrer tel comportement. Le marchand pour vendre, le tyran pour punir. Ainsi le tyran construit-il un système technico-réglementaire qui associera certaines caractéristiques d'état ou de comportement d'un individu, au risque statistique (construit !) de la commission d'une infraction. Il ne lui reste plus qu'à surveiller, soustraire, voire détruire, un individu au seul constat de ces caractéristiques, avant même qu'un acte n'ait été commis. Dans ce schéma, les données relatives aux déplacements des personnes sont recherchées tant par les marchands que par le tyran. D'où l'imbrication des thématiques commerciale et policière autour de la billettique.

Pour revenir à l'affiche, son visuel est terrifiant dans l'affirmation du programme politique porté par les transports payants. En effet, il montre un distributeur de la banque installé à l'angle d'un immeuble parisien, et de l'autre côté de l'angle, l'abouchement de la rue commandée par des portillons automatiques

comme ceux installés à la RATP ou à la SNCF (les « CAB » pour Contrôle Automatique de Billets). En surimpression, on voit les positions successives d'un homme (un jeune bobo satisfait !) qui vient d'utiliser le distributeur et qui n'a plus qu'à faire deux pas pour entrer tout sourire dans la rue, en positionnant son Pass Navigo devant la cellule de lecture d'un des portillons de la barrière.

Aucune référence au métro, au bus, au train, ne vient rappeler qu'il s'agit d'accès aux transports. Aucune référence à ce qui pourrait être une gêne pour le brave usager (une queue fastidieuse à un guichet, par exemple) ne renvoie à un argument commercial particulier du service. C'est vraiment une image dédiée, de l'espace public de la rue devenu espace payant avec contrôle d'accès à chaque carrefour. Ce que les militant.e.s du RATP imaginaient sur un mode de jeu de rôles pour provoquer la réaction et la réflexion des passants, la RATP, la SNCF et la banque CIC le proposent (l'imposent !) comme image du progrès jeune et moderne.

Les affiches sont certes encore discrètes (70x50 cm, et associées aux panneaux informatifs). Elles n'ont pas encore l'honneur des panneaux 4x3 mètres. Mais le seul fait que cette image soit osée, montre le degré d'intériorisation du schéma de contrôle, tant par les concepteurs et réalisateurs de l'affiche que par les usagers.

### « Aux barricades ! »

Plus que jamais il nous faut reprendre possession des espaces publics de nos villes, au premier rang desquels la rue. Et s'il les faut encombrées, que ce ne soit pas de CAB mais de barricades ! Dr M

---

Outre des articles réguliers dans le *Monde libertaire*, différents textes permettent d'approfondir la question des transports gratuits pour tous. Notamment :

*Zéro euro zéro fraude, transports gratuits pour toutes et tous* (Ed. du Monde libertaire – Alternative Libertaire, 2002).

Article « Transports publics et gratuité : d'une évidence mal partagée à une revendication de rupture », de Martial Lepic, dans la revue *Réfractions*, n° 15, hiver 2005, consacrée aux services publics. Voir le site : refractions.plusloin.org

Toutes les productions du Collectif RATP (Réseau pour l'abolition des transports payants), 145, rue Amelot, 75011 Paris, metro.samizdat.net

Pour une réflexion complémentaire sur la gratuité, voir l'essai *Pour la gratuité* de Jean-Louis Sagot-Duvauroux (Desclée De Brouwer, 1995, augmenté et revu en 2006 aux éditions de l'Éclat), aujourd'hui gratuitement diffusable via le site des éditions de l'Éclat ou celui de « Périphéries ».

Retrouvez tous les articles des membres du groupe Louise-Michel sur la page du groupe du site federation-anarchiste. org

## Venezuela

# Criminalisation et mort

## des « Frontières sans terres »

***Le combat***
***Le vieil Antonio à pour habitude de dire***
***que le combat est comme un cercle.***
***On peut le commencer partout***
***mais il ne finit jamais.***
**(Sous-commandant Marcos)**

**Jose Quintero Weir**

*traduit par le secrétariat aux Relations internationales*

L'éditorial collectif de *El Libertario* dénonce les attaques crimininelles qui ont eu lieu le 13 octobre 2009 contre le peuple Yukpa dans la Sierra de Perija, dans l'ouest du Venezuela, causant la mort de deux indigènes et en blessant plusieurs autres. L'article suivant – portant sur la tactique et la stratégie de la normalisation culturelle de la « révolution vénézuélienne » - décrit ces faits.

Le 12 octobre, ce que nous avions dénoncé depuis longtemps comme étant une volonté d'éradication des cultures indigènes et une stratégie de normalisation culturelle venant de l'actuel gouvernement du Venezuela a eu lieu : l'équipe ministérielle de Chávez est venue pour attribuer de prétendus titres de propriété aux trois communautés indigènes de Yukpa dans la Sierra de Perija, avec pour prétexte d'achever le processus de délimitation des terres appartenant à ces peuples. L'absence du président Chávez fut remarquée lors d'un tel événement attendu dans la sierra depuis l'année 2002 quand, par mandat constitutionnel, l'État a été censé achever le processus de délimitation de tous les territoires indigènes du pays. En fait cela a donné lieu à un énorme déploiement de soldats, soit-disant pour assurer la sécurité des ministres (dont ceux de l'Intérieur, de la Justice et des Peuples indigènes, parmi d'autres fonctionnaires présents), qui, au plus léger signe de protestation des communautés non « concernées » par l'événement, réagissaient immédiatement pour réprimer leurs demandes. Finalement, le peuple Yukpa a été contraint d'accepter de ne rien recevoir.

On s'attendait depuis des semaines déjà à ce que quelque chose se passe du côté du peuple Yukpa de la sierra de Perija. La Commission régionale de délimitation a annoncé la date d'attribution des titres de propriété mais a déclaré qu'elle ne concernait que trois communautés : Aroy, Sirapta et Tinacoa, terres que le gouvernement avait déjà livrées à des propriétaires terriens qui n'ont en fait pas été forcés de les rendre au peuple Yukpa, qui n'a donc rien reçu d'autre que de la montagne et des rochers non cultivables.

Durant cette période, de manière coordonnée, les commissions ministérielles, dirigées par Diosdado Cabello (ministre plénipotentiaire de Chávez) et Tarek el Aisami (ministre de l'Intérieur et de la Justice) notamment, s'employèrent à distribuer des sacs de nourriture, promettant une amélioration des infrastructures : écoles, postes d'instituteurs, routes, hôpitaux et autre projets pour la production agricole, pour ceux qui accepteraient de ne pas prendre part à la remise des titres de propriété le 12 octobre et menaçant ceux qui s'y opposeraient. Pendant ce temps, une base militaire a été construite sur un territoire Yukpa non reconnu, ce qui a été vivement contesté par les peuples indigènes réprimés par le même Diosdado Cabello, chargé par Chavez de mener cette tâche, puisque la base est liée aux plans dont nous parlerons plus loin.

Dans le même contexte, la communauté Chaktapa et son chef, Sabino Romero, sont devenus le « caillou dans la chaussure » chaviste car cette communauté a été une de celles qui n'ont pas voulu attendre la délimitation humiliante de leurs territoires par le gouvernement. Ses membres ont assumé leur état de sujets historiques et décidé de reprendre par eux-mêmes leurs terres ancestrales, en occupant et contrôlant de manière collective environ six exploitations agricoles.

Pour le gouvernement de Chávez, les compagnies minières internationales et les propriétaires terriens, cet épisode a designé Sabino et sa communauté Chaktapa comme l'ennemi à défaire ; pour son audace, il a été condamné à mort, pas en tant que guerrier indigène que l'on ne peut acheter, mais en tant que vulgaire voleur de bétail, délinquant prêt à enlever et tuer, complice de forces militaires étrangères et ennemi du gouvernement en place.

Ainsi, le fait de donner cette terre à certains propriétaires Yukpas le 12 octobre a donné carte blanche à Olegario Romero pour agir contre leurs propres frères Yukpas de Chaktapa dirigés par Sabino Romero. La raison : une plainte pour vol de bétail (120 têtes) déposée par un propriétaire de ranch improvisé, dans laquelle Sabino Romero, le vrai leader de la lutte pour la reconnaissance du territoire Yukpa en sierra de Perija, est directement accusé.

Aujourd'hui, quand j'écris ces lignes, le 13 octobre 2009, Sabino est évacué de Chaktapa avec trois blessures par balle infligées par des sbires d'Olegario qui, avec l'appui des propriétaires terriens et du gouvernement « révolutionnaire », l'attaquèrent, tuant un de ses gendres, blessant deux de ses fils et une de ses petites-filles, alors qu'un autre de ses fils a disparu. Tout cela est le résultat d'une stratégie orchestrée par la « révolution bolivarienne » concernant la délimitation des terres et l'habitat indigène dans la Sierra de Perija.

Par conséquent, nous dénonçons ouvertement le fait que le président Hugo Chávez savait pertinemment ce qui allait se produire. C'est la raison pour laquelle il n'a pas assisté à l'acte dégradant du 12 octobre. Nous dénonçons cela alors que l'on commence déjà à voir les informations sur la chaîne télévisée d'État essayant de déformer les faits. De même, nous lisons ou entendons des rapports erronés provenant de journalistes et propriétaires terriens de Fegalago constituant l'opposition traditionnelle, justifiant les actions contre Sabino et la communauté de Chaktapa, et se joignant paradoxalement à la politique du gouvernement, dont l'application est confiée aux deux principaux ministres Diosdado Cabello et Tarek el Aisami. Par conséquent, nous affirmons que tout ce qui s'est produit et peut se produire est une tactique, incluse dans une vaste stratégie politique de normalisation et d'éradication des cultures indigènes, d'une politique d'un gouvernement qui continue de s'immiscer dans la langue et les vies des pauvres pour maintenir ce qui lui est vraiment essentiel : son pouvoir.

Dans cette stratégie de conservation du pouvoir, Chávez a opté pour des projets de développement combinés avec l'exploitation de minerais non traditionnels tels que l'uranium, présent dans le région Yukpa du Perija. Par conséquent, le gouvernement a établi une base militaire très contestée par le peuple Yukpa mais défendue, au nom du président, par Diosdado Cabello comme un élément du partenariat Chávez-Iran d'exploitation de l'uranium. En même temps, il donne carte blanche à d'autres projets d'exploitation et assure ainsi aux propriétaires terriens le dépouillement du territoire des peuples indigènes.

Nous en avons assez, avec d'honnêtes camarades, solidaires de la lutte indigène, que continue à se justifier Chávez et que la bureaucratie soit désignée comme coupable de ces abominables politiques. Les coupables sont les coupables, et dans ce cas présent ce sont Chávez, Diosdado Cabello et Tarek el Aisami. Ces trois-là devront un jour s'expliquer sur ce qui est arrivé à Sabino Romero et sa communauté, qui, contre toute attente, continuent de lutter parce qu'ils ont décidé que c'est leur voie et celle de toutes les communautés indigènes de ce pays.

J. Q. W.

# Un film mal élevé

## *Persécution* de Patrice Chéreau

**Une histoire d'amour, mais** entre qui et qui ? Une histoire de persécution(s), mais entre qui et qui ? Est-ce l'amour qui unit Sonia (Charlotte Gainsbourg) et Daniel (Romain Duris), leur amour malmené qui a été chassé par une jalousie maladive, des soupçons infondés et une volonté de préférer la trahison de l'être aimé à la misérable existence d'un soupçonneux pathologique ? Nous voyons tout de suite que ces deux-là s'aiment à la folie et pour toujours et que c'est justement cela qui va tout mettre en question. Est-ce l'amour qui prévaut dans ce lien curieux entre Daniel et son ami Michel qui veut travailler avec lui, car il a perdu son boulot ? La nature de leur lien est très ambiguë, sauf quand il s'agit de dire – et il le dira trop vite et trop souvent – qu'il n'aime pas Sonia. Il trouve que son ami Daniel perd du temps et qu'il devrait en finir. De l'amour peut être, du désir certainement régissent les rapports entre Daniel et un homme qui le suit comme son ombre. Sur le générique il se nomme le lunatique ou le fou. Jean-Hugues Anglade (le fou lunatique) suit donc Daniel comme une ombre, s'introduit dans sa vie avec la brutalité d'un cambrioleur, avec la délicatesse de quelqu'un qui a connu autre chose dans sa vie et en même temps avec la souffrance de quelqu'un qui est authentiquement touché par un sentiment trop fort pour lui.

Un film pas bien élevé, pas bien convenable, pénible par moments, mais quelle richesse dans l'élaboration d'une proposition non convenue d'amours impossibles. On est loin du discours sur l'état de l'amoureux transi, pathétique.

En revanche, il y a là une étude percutante sur l'éternel bouleversement de l'amoureux ou de l'amoureuse. Discours d'un réalisateur, expert dans cette question, qui semble se regarder faire lui-même, tendre son cul en désespoir de cause, engueuler Daniel de se décider enfin d'aimer cette femme qui l'aime. Film sur l'indécision, alors que *Intimacy* travaillait son versant opposé, vu la surdétermination de cet homme qui voulait continuer à faire l'amour avec cette femme dont il ne pouvait plus se passer.

Comme souvent dans les films de Chéreau, il semble être plus inspiré pour montrer les tourments du fou obsessionnel que les peines de cœur de Daniel qui nous laissent assez froids. La mise en scène redouble d'inventivité pour créer ce décor qui avale les êtres ou les découvre sous un pan ou un plastique de parois non solides des éternels chantiers où Daniel se perdra. Et où tant d'autres peuvent se cacher !

Quelle justesse dans la peinture du manque qu'un autre peut créer et que d'autres encore peuvent menacer ! Clarice Lispector dit que l'amour c'est l'enfer, l'état de la perte de soi et le manque de repères. « Sans toi, je ne peux plus vivre » est le constat de ce manque pour lequel il n'y a pas de remède.

Aucun des couples plus ou moins convenus du film n'endosse cette posture. C'est le fou lunatique (Anglade) seul, son personnage qui exprime ce besoin et cette détresse. Qu'il tende son cul nu à quelqu'un qui n'en veut pas, qu'il casse tout ou qu'il écoute enfin assis sur une chaise – après l'avoir forcé à parler, à lui parler : c'est Jean-Hugues Anglade qui incarne cette position intenable, pénible et celle de la détresse absolue : sans l'être aimé je ne suis rien.

La spirale aspirante du film peut déranger. Laissez-vous porter ou détournez les yeux de ce spectacle si ordinaire des gens qui se ratent, qui passent à côté de ce qu'il y a de meilleur dans leur vie, qui décidément s'enfoncent dans le trou noir du désespoir pour des bêtises.

**Heike Hurst**

# *Lettre à la prison* de Marc Scialom

**Scialom Marc :** une valeur sûre : comme le bon vin, où la dernière bouteille d'une cuvée n'a pas de prix. Appliqué à son film *Lettre à la prison*, cela veut dire que c'est sa première et dernière bouteille son unique film en fait* qui a gardé sa beauté sauvage, son impact formel, son esthétique sobre. Puisque le négatif a été perdu et que nous regardons quand même un film impressionnant de beauté âpre, on se dit en rageant qu'est ce que cela a dû être et comment l'original perdu à tout jamais aurait dû prendre sa place parmi les plus beaux films des cinquante dernières années… Tous les plans sauvés et restaurés par les Films Flamme de Marseille (restaurateur : Jean-François Neplaz) à partir d'une copie de travail tout abîmée portent l'empreinte d'un vrai cinéaste. Car Marc Scialom travaille davantage par la suggestion de faits et de gestes que par protocole obligé de la psychologie ou de la sociologie de souffrances ouvrières ou de vexations infligées aux travailleurs immigrés. Scialom raconte par des images fortes ce qui est invisible. L'envie de retrouver ce frère. L'angoisse d'être exilé, se sentir débouté par des interdits.

Ce film brûlot, *Lettre à la prison*, est sorti sur nos écrans et poursuit sa carrière. Projeté au Saint-Michel parce que la copie est une copie numérisée, dans une seule salle (format et support obligent), *Lettre à la prison* raconte le voyage d'un ouvrier tunisien d'origine italienne vers Marseille où il espère retrouver son frère. Disparu ou absent ou en prison, à ce frère il écrit - d'où le titre - en pensée, en marchant, en allant à la mer, en se rappelant des bribes de son enfance, une histoire d'amour : il voit son frère et une fille blanche, blonde, des histoires de racisme, de jalousie et de douleur.

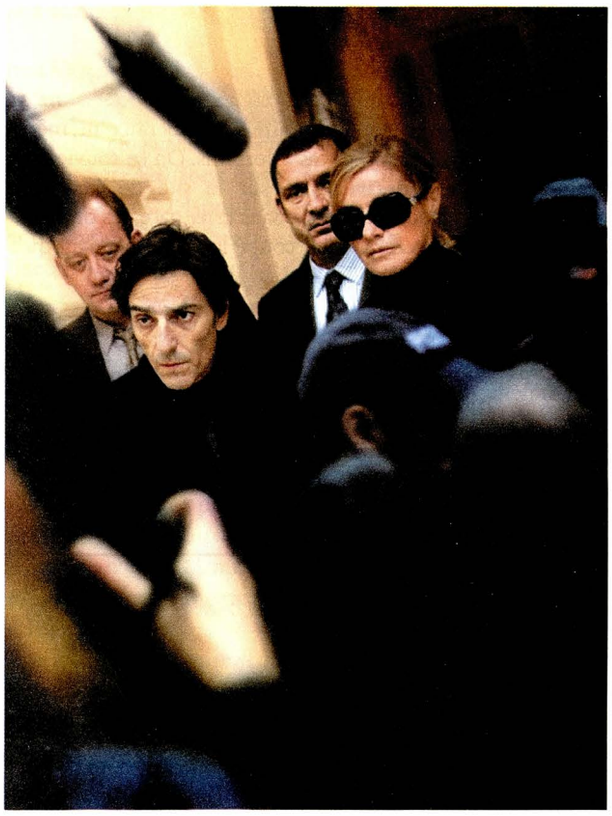
Témoignage singulier d'une immigration mal connue des années 1960, chef-d'œuvre en noir et blanc (et en couleurs) diront d'autres. Car même si le film raconte le désarroi d'un immigré, qui veut retrouver son frère, disparu ou en prison ou ailleurs, c'est un film plastiquement proche d'un Glauber Rocha débutant ou des films de la Nouvelle Vague comme *À bout de souffle* que le champ contre-champ du documentaire établi sur la condition des travailleurs immigrés de cette époque.

En tout cas, c'est un bonheur de découvrir ce film aujourd'hui, quarante ans après et de rencontrer son réalisateur qui parle avec une belle sérénité de ses projets de maintenant : finir un film sur les rapports entre juifs et musulmans dans la ville de Marseille.

**Heike Hurst**

* Les plans en couleur intégrés dans le film proviennent d'un court-métrage de 35 minutes, *En silence*, tourné en 1957.

# La fin des illusions pour un libéral



**Les cinéphiles** suivent avec intérêt le parcours de Lucas Belvaux et se souviennent de sa trilogie en 2002 : *Après la vie*, *Un couple épatant* et *Cavale*. Il y jouait avec la question du point de vue qui se trouve au centre de toute représentation iconique et singulièrement dans le cinéma en raison de la mobilité de la caméra. Après les gens de peu de *la Raison du plus faible* (2006), Lucas Belvaux a réalisé *Rapt*, sorti mi-novembre, qui transpose l'enlèvement du baron Empain en 1978 dans la France d'aujourd'hui. Un film sur un puissant : il y a là de quoi étonner pour un cinéaste qui se revendique de gauche.

Une exposition rapide et nerveuse nous présente le héros dans sa vie de tous les jours. Stanislas Graff enchaîne, à un rythme soutenu, signatures des courriers du parapheur dans un bureau somptueux, conseil d'administration, repas en ville avec le ministre et son cabinet pour préparer un voyage en Chine avec le Président de la République, sieste crapuleuse dans sa luxueuse garçonnière, partie de poker et perte de sommes colossales… Journée qui s'achève par le retour au bercail tard dans la nuit où il s'autorise enfin à souffler un peu. Le lendemain à la première heure, son chauffeur vient le chercher à son domicile pour une nouvelle journée que l'on imagine identique à la précédente avec la même impatience à combler les vides de son emploi du temps. Un banal accident de la circulation se transforme en une opération commando destinée à l'enlever pour monnayer une rançon. Cette mise en place est époustouflante.

Ensuite, le récit de captivité se perd un peu dans la répétition d'un schéma narratif. Les séquences du dedans alternent avec les séquences du dehors. Dans les différentes caches, Graff se retrouve à la merci de geôliers qui n'hésitent pas à le mutiler. Réduit à obéir, il n'est plus rien, même s'il tente de conserver sa dignité et fait montre de courage face aux violences dont il est l'objet. À l'extérieur, ses proches tentent de réunir la rançon tout en découvrant, peu à peu, la vie cachée de Graff dont ils ne savaient rien ou qu'ils feignaient surtout d'ignorer pour respecter la bienséance.

Le film retrouve tout son intérêt dans la dernière demi-heure. Enfin libéré, Stanislas Graff (un Yvan Attal impeccable) découvre que son monde de privilégié a tout simplement disparu. De toutes parts, il est sommé de rendre des comptes en raison principalement de la publication de ses frasques dans la presse. Son plus proche collaborateur qui a assuré l'intérim n'entend pas lui rétrocéder sa place. Les actionnaires ne veulent plus d'un patron à l'image publique aussi dégradée : perdre des millions d'euros au jeu ne cadre pas avec la moralisation du capitalisme (défense de rire !) désormais à l'ordre du jour. Conséquence, il est contraint de vendre ses parts et de quitter le groupe qu'il dirigeait. Même le juge d'instruction qui conduit l'enquête lui pose des questions : ses dettes de jeu n'ont-elles pas motivé une vengeance du milieu ou, pire, un simulacre d'enlèvement ? Évidemment, c'est sa famille qui a le plus mal vécu le grand déballage : ses deux filles et, surtout, sa femme (Anne Consigny) ne s'en remettront pas ; le divorce est inévitable.

Sidéré, Stanislas Graff ne comprend absolument rien à ce qui lui arrive. Il a tout perdu. Il se vit comme une victime mutilée ayant subi 60 longs jours de détention et il est considéré comme un criminel. Il ne peut que réaffirmer, ce qu'il fait sans cesse, dans un cri désespéré, que sa vie lui appartient, que sa liberté l'exonère de toute justification. Graff montre là qu'il a parfaitement assimilé le credo libéral appris, en bon héritier, dans le giron familial (en chef de clan plus qu'en mère, Françoise Fabian est terrifiante). Mais ce faisant, il a oublié l'essentiel : les liens sociaux constitutifs de notre humanité sont autant d'engagements auprès des autres. Baron ou comte (Graf en allemand), Stanislas aurait mieux fait de se penser un peu plus en féodal et de songer à sa responsabilité à la manière d'un héros du fort peu progressiste Clint Eastwood (cf. par exemple *Million Dollar Baby*, 2004).

Le voisin de C.C. Baxter (Jack Lemmon dans *The Apartment*, de Billy Wilder, 1960), le bon docteur Dreyfuss, n'arrête pas de lui demander, avec son fort accent allemand : « Why don't you be a mensch ? » (*Pourquoi ne te comportes-tu pas en être humain ?*) Désormais seul, Graff devra répondre à cette question pour survivre.

**Mato-Topé**

# Chansons noires

**Après une longue gestation**, *Choléra*, le dernier né de l'ami Mie, est là. Un truc pas vu à la télé qui ne plaira pas à toutes les oreilles.

Sur le livret de *Dépareillé*, son précédent album, Éric Mie avait noté une citation de Francis Picabia : « Les gens sérieux ont une petite odeur de charogne. » Continuité dans le changement sur *Choléra*, son nouvel album, on retrouve Picabia qui nous dit cette fois : « Les hommes politiques poussent sur le fumier humain. » Ces deux pensées très pertinentes pourraient suffire à commenter le travail d'Éric Mie, un type plutôt marrant, plutôt anar.

Tellement anar que le premier titre de ce CD qui en compte quatorze c'est tout bonnement *V'là l'choléra !*, un texte de Louise Michel piqué dans un bouquin introuvable en librairie, *À travers la vie et la mort*, l'œuvre poétique de la Louise qui fut publiée en 1982 chez François Maspéro. Ce texte vous dira en partie quelque chose. Les punks des Sales Mômes en ont fait une version pimentée à la sauce grippe A… Sur une musique perso, Éric Mie reprend fidèlement les paroles originales, ce qui n'enlève rien à leur actualité. Ça en dirait même un rayon sur l'archaïsme de l'époque prétendument « moderne » que nous vivons…

Plus loin, le bougre aggrave son cas, en chantant *Louise*, un hommage à la « Vierge rouge » (qui n'était pas rouge et sans doute pas vierge) de la Commune. Une complainte qui se termine par « je rêve quand tu cries : tout pouvoir est maudit ! ». Mais là où l'animal risque d'être pris pour un dangereux ultra-anarcho-autonome, c'est avec le titre *Mon Cancer généralisé*. Avec ses 33 secondes bien pesées, cette chanson des plus courtes du monde doit être aussi l'une des plus détonantes. « Mon cancer généralisé / Et moi on va à l'Elysée / Avec humour je positive / J'ai une ceinture explosive. » C'est tout et ça suffit. « Vive le son de l'explosion », reprendraient en chœur les Anciens qui chantaient *Dansons la Ravachole !*

Éric Mie y va fort. Il tape sur l'onde moribonde (« Si tu veux mourir idiot / Ecoute bien ta radio… »), sur les salauds en tous genrs, sur « les riches qui nous baisent », sur la Nativité (en empruntant un texte à Jean Richepin). Ce qui n'est évidemment pas très vendeur à la veille de Noël. Que les cœurs tendres se rassurent, le chansonnier nancéen ne boude pas les douceurs quand il s'adresse à sa fille Célestine (née le 6 mai 2006).

Amour, humour, noir évidemment (*À mort les gens qui meurent !*), l'anarcomicotragik ne va pas beaucoup plaire aux libéraux ni même aux « socialistes » lorrains. On se souvient de ses mésaventures sur le site de Chambley Planet'Air cet été. Sans crier gare, les organisateurs lui avaient coupé le micro pendant qu'il chantait *V'là l'choléra…*

**Paco**

---

Éric Mie, *le Choléra*, 14 titres, Baboeup productions, 12 euros.

Pour tout savoir (photos, revue de presse, dates des spectacles…), allez sur le site d'Éric Mie : ericmie.com

# Les petites gens

***Refrain***
*Les grandes personnes*
*Sont les petites gens*
*Pour qui jamais résonnent*
*Renommée ou argent*

*Les livres d'histoire ne parlent*
*jamais d'elles*
*Préférant la lumière de l'or des*
*possédants.*
*Pourtant c'est dans l'usine, aux*
*bureaux et aux champs*
*Que se créent les richesses*
*volées par les cartels*

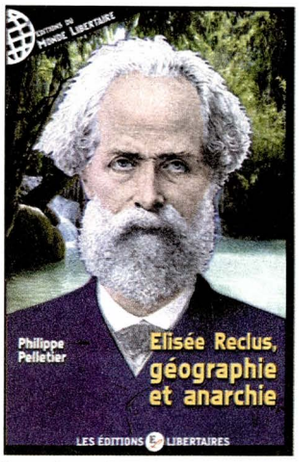
*Et l'on ne parle d'elles que*
*lorsqu'un fait d'hiver*
*S'étale dans la presse, fait*
*pleurer les chaumières*
*Être pauvre ! braves gens, pas*
*de quoi être fier*
*Voilà à quoi vous mènent vos*
*illusions d'hier !*

*Parfois ils se révoltent devant*
*tant d'injustices*
*Enfin, les méprisés ont quelque*
*chose à dire*
*Et même si le Pouvoir ne peut*
*que les maudire*
*Ils se remettent debout, prêts*
*au feu d'artifice !*

*Lassés de mourir leur vie, de si*
*bien la détruire*
*Quand le travail vraiment ne*
*profite qu'aux riches*
*Pour renverser ce monde dont*
*ils sont les boniches*
*Toutes les petites gens finiront*
*par s'instruire !*
*Que vienne l'insurrection pour*
*mettre ce monde à bas*
*Et gare à la revanche de tous*
*ces anonymes*
*Quand ces grandes personnes*
*vivant par intérim*
*Décideront de vivre, sans dieu,*
*et sans État !*

*Refuser que la vie ne rime*
*qu'avec l'envie*
*Et que tout ira mieux plus tard*
*au Paradis*
*Refuser simplement de vivre*
*d'interdits*
*Posés par les Églises, l'État et*
*ses nervis !*

*Michel*
*groupe Pierre-noire de la*
*Fédération anarchiste*




***Élisée Relus, géographie et anarchie*, de Philippe Pelletier, aux Éditions libertaires, 220 pages, 12 euros. Disponible et commandable à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.**


## Abonnez-vous !

**On peut maintenant, outre le courrier, s'abonner « en ligne », avec paiement sécurisé et tout et tout :**

**www.librairie-publico.com**

**Vous en profiterez pour commander, du même coup, les nouveautés de la librairie du Monde libertaire, et télécharger les récents catalogues au format .pdf**

**Pour trouver facilement les points de vente près de chez vous, le site**

**www.trouverlapresse.com**

**un outil de notre diffuseur, les NMPP, est à votre disposition. Si vous ne disposez pas d'un accès Internet, n'hésitez pas à nous téléphoner : 01 48 05 34 08, entre 14 heures et 19 h 30. Achetez *Le Monde libertaire* le plus souvent possible, et dans le même lieu, et n'hésitez pas à insister pour qu'il soit bien visible.**

Centre de formation anarchiste

# Les nouvelles pratiques alimentaires

**Les 28 et 29 novembre 2009,** une rencontre d'anarchistes avait lieu dans un village provençal.

Ce Centre de formation anarchiste (CFA), organisé par le groupe Gard-Vaucluse de la Fédération anarchiste, se proposait de réunir des personnes (producteurs, consommateurs) qui étaient impliquées dans des structures alternatives de consommation de denrées alimentaires.

Nous sommes partis du constat que les Amap, notamment, relevaient d'un fait de société, mais masquaient d'autres pratiques ayant le même objet, mais moins visibles et parfois plus anciennes. Mais aussi que les anarchistes étaient impliqués à des degrés divers dans ces structures qui relèvent tout à la fois de l'économique, de l'alimentaire, du militantisme, du lien, de l'autogestion, etc., bref, du social et du politique. Mais qu'ils n'en parlent pas, ou si peu. À partir de là, une rencontre paraissait nécessaire pour nous permettre de mutualiser connaissances théoriques et pratiques, mais aussi de mettre en perspective les vécus avec le projet libertaire.

C'est donc ce que nous fîmes, à partir de nos différences d'approches, de vie, et de condition (consommateur/maraîcher, monde rural/urbain, etc.).

Durant deux demi-journées, nous pûmes prendre connaissance de la diversité des groupements de consommateurs, en écoutant les témoignages des camarades présent-es : Amap, groupements plus ou moins informels, coops bios, collectif de café du Chiapas, magasin associatif, etc.

Parmi les constats que l'on peut tenter de dresser, il y a celui du rôle très impliqué des anarchistes présents, quand ils ne sont pas initiateurs. Fréquemment orientés vers la production de proximité et biologiques, ces groupements de consommateurs peuvent regrouper une quinzaine de foyers par exemple, ou associer des centaines de sociétaires dans une coop bio bien installée dans une petite ville alpine. Entre les deux, une large palette existe, mais le souci de limiter le nombre d'associés est fréquent : une croissance forte et désordonnée risque souvent de mettre à mal le projet initial et d'imposer des contraintes problématiques. L'encouragement à essaimer est alors mis en avant.

Autre questionnement partagé, celui de la difficulté d'organiser le fonctionnement non lucratif et autogéré avec des personnes dont le seul soucis est consumériste. L'élaboration de chartes est alors nécessaire, mais n'est pas encore généralisé.

Le dimanche matin était consacré à la relation entre ces pratiques et le projet libertaire. Comme la veille, l'écoute et le débat argumenté sont restés de rigueur, et bien des points de vue ont pu s'exprimer. En partant des relations exposées le samedi, la recherche de caractéristiques communes servirent de base à notre réflexion politique. Pour certains, toutes ces démarches, quoique différentes, sont drainées par l'autogestion, le refus du mercantilisme, la libre association, la fédération des autonomies… Pour d'autres encore, ces pratiques relèvent tout autant du «commerce équitable et solidaire», et il conviendrait d'en extraire le sens anarchisant. Autre point de vue issu de notre débat, l'accès égalitaire à ces ressources précieuses que sont des légumes et des fruits biologiques. Les populations les plus touchées par la crise économique n'ont pas les moyens d'investir dans ces Amap qui demandent souvent des avances d'argent ou pratiquent des prix dissuasifs. Comment résoudre cela sans amputer les revenus des producteurs ?

Ces quelques reflets de notre travail commun ne suffisent évidemment pas à donner un panorama complet des contributions apportées lors de cette rencontre. D'ores et déjà, il est prévu de se revoir pour approfondir le caractère politique des pratiques alternatives ; le groupe La Rue Pâle est candidat pour organiser ce rendez-vous. Il s'agira alors, à partir de ce que nous avons déjà examiné ensemble, de continuer à échanger des points de vue et des témoignages, afin de préciser en quoi et comment nos pratiques, notre culture et notre éthique libertaires gagnent à se confronter à ces groupements de consommateurs et de producteurs. Mais aussi comment favoriser la politisation – au sens libertaire – de ces foyers d'auto-organisation.

Au final, la réelle convivialité aidant, il s'est agi là d'un effort supplémentaire pour ancrer l'anarchisme dans les réalités, et pour donner aux anarchistes que nous sommes des perspectives de luttes et de constructions sociales.

*Un compagnon du groupe Gard-Vaucluse de la Fédération anarchiste*

## Jeudi 17 décembre

De rimes et de notes (12 h 00) Actualité de la chanson et du spectacle L'indianité (2e partie).

Radio cartable (14 h 00) La radio des enfants des écoles d'Ivry-sur-Seine.

Petites annonces d'entraide (16 h 30)

Si vis pacem (18 h 00) Histoire des jouets guerriers.

Entre chiens et loups (20 h 30) Arts plastiques, poésie, musique.

## Vendredi 18 décembre

L'écho des cabines (11 h 00) Émission sur les familles de détenus.

Koumbi (16 h 00) Une image de l'Afrique contemporaine, au quotidien, loin des clichés exotiques ou uniquement misérabilistes.

La grenouille noire (21 h 00) L'industrie du jouet, notamment en Chine. Invités : Peuples solidaires.

Ça booste sous les pavés (22 h 30)

## Samedi 19 décembre

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 h 00) Comme son nom ne l'indique pas…

Chronique syndicale (11 h 30) Luttes et actualités sociales. Programme dans la brume.

Chroniques rebelles (13 h 30) Le cinéma d'Elio Petri, un cinéma oublié ou occulté ? Entretien avec Paola Petri.

Deux sous de scène (15 h 30) Magazine de la chanson vivante.

Bulles noires (17 h 00) Littérature noire, BD et polar.

Orpheas antissa, les jardins d'Orphée (21 h 00) Rencontre avec le responsable d'édition Patrick le Fur. Il présente la collection « Opus Délits ». Interview des artistes.

## Dimanche 20 décembre

Goloss trouda, la voix du travail (08 h 00)

Ni maître, ni dieu (10 h 00) Coordination des libres penseurs.

Cris et murmures (14 h 00) Slam et poésie.

Des mots, une voix (15 h 30) Invités : André et Daniel Pozner parleront du livre *Les États-désunis* de Vladimir Pozner (chez Lux) et Isabelle Pivert, éditrice du livre de Jean Grave, *Mémoires d'un anarchiste* (Éditions du Sextant).

Il y a de la fumée dans le poste (18 h 30) Légalisons le cannabis !

## Lundi 21 décembre

Lundi matin (11 h 00) Infos et revue de presse. L'actualité passée au crible de la pensée libertaire.

Les partageux de la Commune (13 h 00) Commune de Paris, histoire de la Commune de 1871 et son environnement historique.

La santé dans tous ses états (18 h 00) Santé et politique.

Le monde merveilleux du travail (19 h 30) Anarcho-syndicalisme. La revue *Afrique XXI*.

De la pente du carmel, la vue est magnifique (22 h 30)

## Mardi 22 décembre

Le Parisien libertaire (08 h 00) Retour non exhaustif et militant sur l'actualité parisienne.

Artracaille (11 h 00) La condition de l'artiste dans la cité.

L'idée anarchiste (14 h 30) Réflexion sur l'anarchisme.

Les amis d'Orwell (16 h 00) Une émission contre les techniques de surveillance et les systèmes de contrôle des individus.

Idéaux et débats (18 h 00) Littérature.

Paroles d'associations (19 h 30) Jouets sexistes et guerriers. Invitées : Anita et Florence de l'association Contre le publisexisme, ainsi que Stéphanie de Mix-Cité.

Radio Libertaria (20 h 30) Sévices Publics (CNT Énergie)

## Mercredi 23 décembre

Court-circuit (09 h 30) Philosophie, art et politique.

Blues en liberté (10 h 30) Pot-pourri et renouveau.

Sans toit ni loi (12 h 00) Émission sur les mal-logés et la précarité.

Le manège (14 h 00) Littérature et cinéma.

Femmes libres (18 h 30) Rediffusion de l'émission du 13 octobre 1990 sur Camille Claudel.

Ras les murs (20 h 30) Actualités des luttes des prisonniers.

## Jeudi 24 décembre 2009

Bibliomanie (15 h 00) Autour des livres.

Si vis pacem (18 h 00) Émission antimilitariste de l'Union pacifiste, hommage à Jean-Jacques de Félice, avocat des insoumis.

Les enfants de Stonewall « Sida bla bla » (19 h 30) Émission d'Act Up Paris.

**Tous les samedis de décembre à 19 h 30**

**dimanche 27 à 16 h 30**

### Paris XIe

*Je viens de la solitude*, adaptation théâtrale de textes d 'Armand Robin par la Compagnie La Balancelle, au Théâtre Pandora Keller, 30, rue Keller, métro : Bastille. Réservations de 13 heures à 18 heures au 01 48 03 49 92.

## Jeudi 17 décembre

### Valentigney (25)

20 h 15. Film et un débat : *Putain d'usine*, documentaire de Rémy Ricordeau suivi d'un débat en présence de Jean-Pierre Levaray, ouvrier, auteur du livre *Putain d'usine*, MJC, 10, rue Carnot. Entrée libre et gratuite. Contact : 03 84 30 35 73 odile-mangeot@wanadoo.fr

## Vendredi 18 DÉCEMBRE

### Périgueux (24)

20 h 30. Reprise des Cafés libertaires. Débat après le film de Laurent Turner et Laurent Termignon. *Alexandre Marius Jacob, Engagement Répression Enfermement*. Aux Thétards. Nouvelle adresse : 7, rue de la Bride.

### Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionyversité, Université populaire de Saint-Denis. Cycle : La guerre d'Algérie autrement. Troisième cours : Transformations sociales et politiques après la guerre d'indépendance. Avec René Gallissot, historien de la génération intellectuelle de la guerre d'Algérie. Enseignant à l'université d'Alger, en Mai 68 à la Sorbonne, l'université de Vincennes et dernièrement à l'Institut Maghreb-Europe de Paris VIII. Bourse du travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin. Métro ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

## Samedi 19 décembre

### Le Mans (72)

De 14 heures à 18 heures. Table de presse de Matérial, avec le groupe Lairial : anarchisme, histoire du mouvement social et luttes actuelles. Épicerie du Pré, 31, rue du Pré.

### Dijon (21)

17 heures. Causerie. La répression des grèves et des luttes sociales, d'hier et d'aujourd'hui, organisée par le groupe libertaire. Espace autogéré des Tanneries, 17, boulevard de Chicago. Entrée libre.

21 heures. Les soirées du Père Peinard présentent : Des voix sans dieu ni maître en concert avec Jeff, Alain et Maréva (chansons anars et plus) Christian Paccoud (chansons à cœur et à cris), Tournée Générale (punk guinguette). Espace autogéré des Tanneries. 5 euros.

### Thénisy (77)

21 heures. Spectacle musical : *Pourquoi j'ai cambriolé* d'après Alexandre Marius Jacob, les journaux et les chansons de l'époque. Par la compagnie Errance/In Vivo. Salle des fêtes, rue Grande. L'entrée est libre, passage de chapeau comme de tradition, et un verre à partager pour échanger après la représentation. Si possible, confirmez votre venue, par mail : cierrance@aol.com ou au 06 88 89 82 91.

### Paris XIe

16 h 30. Forum-débat avec Caroline Granier, pour la réédition aux éditions Ressouvenances de *Galafieu*, roman d'Henry Fèvre. Gagner sa vie ! La vie a donc une valeur ? À la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Métro République, Oberkampf ou Filles du Calvaire.

## Lundi 4 janvier

### Marseille (13)

20 heures. *Albert Camus avec les libertaires*. Au-delà des gesticulations obscènes entourant le cinquantenaire de sa disparition, venez partager les grands moments libertaires des écrits d'Albert Camus à partir des travaux que Lou Marin lui a consacrés. Outre les comédiens, interviendront : Claire Auzias, Jean-Pierre Barou, Lou Marin. Théâtre Toursky, 16, promenade Léo Ferré. Renseignements : 04 91 53 59 12 et 04 67 100 343.

## Samedi 9 janvier

### Marseille (13)

17 heures. Causerie animée par Ronald Creagh à propos de son livre *Utopies américaines, Expériences libertaires du XIXe siècle à nos jours*. Au CIRA, 3, rue Saint-Dominique.

### Le Mans (72)

16 heures. Café libertaire organisé par le groupe Lairial : l'éducation libertaire dans la société. À disposition, table de presse de Matérial. Épicerie du Pré, 31, rue du Pré.

## Samedi 16 janvier

### Paris XIe

16 h 30. La Librairie du Monde libertaire reçoit Svonimir Novak, auteur de *La Lutte des signes, 40 ans d'autocollants politiques*, avec Wally Rosell, 145, rue Amelot. Métro République, Oberkampf ou Filles du Calvaire. Entrée libre.

# L'AGENDA 2010
## DES EDITIONS DU MONDE LIBERTAIRE

**L'agenda de l'année 2010 jour par jour,
avec une anecdote quotidienne en relation avec
l'histoire des anarchistes, des illustrations originales,
des textes informatifs (infos juridiques, infos pratiques ...),
des contacts internationaux ...**

**Disponible pour 7,5 € frais de port inclus
à Publico, 145 rue Amelot, 75011 Paris**